

UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**RESPONSABILITÉ CIVILE**  
DES PÈRE ET MÈRE

---

**THÈSE**  
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 10 février 1900, à 2 heures de l'après-midi

PAR

Lucien BLOCH



LYON  
IMPRIMERIE A. STORCK & C<sup>e</sup>  
8, Rue de la Méditerranée, 8

1900







UNIVERSITÉ DE LYON. — FACULTÉ DE DROIT

---

LA  
**RESPONSABILITÉ CIVILE**  
DES PÈRE ET MÈRE

---

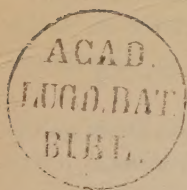
**THÈSE**  
POUR LE DOCTORAT

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE LYON

Le Samedi 10 février 1900, à 2 heures de l'après-midi

PAR

Lucien BLOCH



LYON  
IMPRIMERIE A. STORCK & C<sup>e</sup>  
8, Rue de la Méditerranée, 8

1900

# UNIVERSITÉ DE LYON

---

## FACULTÉ DE DROIT

---

MM. CAILLEMER, O. \*, I. O., doyen, professeur de droit civil,  
correspondant de l'Institut.

MABIRE, \*, I. O., professeur honoraire.

THALLER, I. O., professeur honoraire.

GARRAUD, I. O., professeur de Droit criminel.

APPLETON (Charles), I. O., professeur de Droit romain.

FLURER, I. O., professeur de Droit civil.

ROUGIER, I. O., professeur d'Économie politique.

COHENDY, \* I. O., professeur de Droit commercial.

PIC, A. O., professeur de Droit international public.

BARTIN, I. O., professeur de Droit civil.

SOUCHON, A. O., professeur d'Histoire des Doctrines économiques.

APPLETON (Jean), A. O., professeur de Droit administratif.

LAMBERT, agrégé, chargé des cours d'Histoire du Droit.

BOUVIER, agrégé, des cours de Science et de Législation.  
financières.

LAMEIRE, agrégé, chargé du cours d'Histoire du Droit public.

JOSSERAND, agrégé, chargé du cours de Procédure civile.

BECK, A. O., secrétaire.

BROUILHET, agrégé, chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

HUVELIN, agrégé, chargé du cours de Droit romain.

---

## JURY DE LA THÈSE

MM. CAILLEMER, doyen, *Président* :

FLURER, professeur, }  
JOSSERAND, agrégé, } *Suffragants.*

## BIBLIOGRAPHIE

---

- Amiot.** — *La Responsabilité civile des instituteurs*, th. Aix, 1898.
- Argentré (d').** — *Commentaire de la Coutume de Bretagne*, Paris, 1661, in-fol., sur l'art. 611.
- Aubry et Rau.** — *Cours de Droit civil français d'après la méthode de Zachariæ*, 8 vol. in-8°, t. IV, § 447, p. 756-759.
- Barret-Lagarenne.** — *De la Responsabilité civile du fait d'autrui*, th. Agen, 1885, p. 34-53.
- Baudry-Lacantinerie.** — *Précis de Droit civil*, Paris 1896-1898, 3 vol. in-8°, t. II, nos 673-677.
- Bouchel.** — *La Bibliothèque ou Trésor du Droit français*, Paris, 1667, 3 vol. in-fol., t. II, v° Père.
- Bouhier.** — *Les Coutumes du Duché de Bourgogne*, Dijon, 1742-1746, 2 vol. in-fol., t. I, ch. 33, n° 17.
- Chauveau et Faustin Hélie.** — *Théorie du Code pénal*, 6 vol. in-8°, t. I, n° 389.
- Chevalier.** — *De la Responsabilité civile à raison du fait d'autrui*, th. Paris, 1897, p. 11-43.
- Dalloz.** — *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*, t. XXXIX, v° Responsabilité, nos 559-591 ; et *Supplément au Répertoire*, t. XV, eod. v°, nos 718-741.
- Demante et Colmet de Santerre.** — *Cours analytique de Code civil*, 9 vol. in-8°, t. V, n° 365.
- Demolombe.** — *Cours de Code Napoléon*, 31 vol., in-8°, t. XXXI, nos 561-596.
- Duranton.** — *Cours de Droit français suivant le Code civil*, 22 vol. in-8°, t. XIII, nos 714-719.
- Fabars.** — *Responsabilité des instituteurs*, th. Paris, 1898.
- Garraud.** — *Traité théorique et pratique du Droit pénal français*, 6 vol. in-8°, t. I, n° 353, et t. II, nos 1-6.

- Girard.** — *Des actions noxales.* Nouvelle Revue historique de Droit, années 1887, p. 409-449, et 1888, p. 31-58.
- Guyot.** — *Répertoire de jurisprudence.* Paris, 1784-1785, 17 vol. in-4°, v<sup>o</sup> Blessé.
- Huc.** — *Commentaire théorique et pratique du Code civil,* Paris, 1892-1899, t. VIII, n<sup>o</sup> 440.
- Labiche.** — *De la responsabilité instituée par l'art. 1384 du Code civil et de la loi du 10 vendémiaire an IV.* Th. Poitiers, 1881, p. 72-86.
- Larombière.** — *Théorie et Pratique des obligations,* 5 vol. in-8°, t. V, art. 1384, n<sup>os</sup> 4-6 et n<sup>os</sup> 19-21.
- Laurent.** — *Principes de Droit civil français,* 33 vol. in-8°, t. XX, n<sup>os</sup> 553-563.
- Legrand.** — *Coutume du bailliage de Troyes,* Paris, 1715, in-folio, art. 168, gl. 5, n<sup>o</sup> 26.
- Leloir.** — *Code de la puissance paternelle sur la personne des enfants et descendants,* Paris, 1892, 2 vol. in-18, t. I, n<sup>o</sup> 264.
- Lecré.** — *La législation civile, commerciale et criminelle de la France,* t. XIII, com. V-VII.
- Lot.** — *De la responsabilité du fait d'autrui.* Th. Paris, 1886, p. 149-167 et 173-178.
- Marcadé et Pont.** — *Explication théorique et pratique du Code Napoléon,* 13 vol. in-8°, t. V, art. 1384, n<sup>os</sup> 1, 2 et 4.
- Merlin.** — *Répertoire de jurisprudence,* v<sup>os</sup> Femme, t. VI; Responsabilité civile des délits, t. XV; Puissance paternelle, t. XIII; Recueil alphabétique des questions de droit, v<sup>o</sup> Responsabilité civile, t. VII.
- Moizard.** — *De la responsabilité civile du fait d'autrui en Droit français.* Th. Paris, 1882, p. 111 à 121.
- Monjct.** — *Le recours des personnes responsables du fait d'autrui.* Th. Bordeaux, 1897.
- Mourlon.** — *Répétitions écrites sur le Code civil, revues par Demangeat,* Paris, 1880, 3 vol. in-8°, t. II, n<sup>os</sup> 1692 et 1693.
- Payen.** — *De la responsabilité du fait d'autrui.* Th. Paris 1878, p. 166-176.
- Pothier.** — *Traité des obligations,* Paris 1777, 2 vol. in-12, n<sup>os</sup> 116-121, et 453-455.
- Prost.** — *Responsabilité civile du père de famille à raison du dommage causé par ses enfants, ses préposés. et ses domestiques.* Th. Dijon 1876, p. 165-193.
- Serpillon.** — *Code criminel ou Commentaire sur l'ordonnance de 1670,* Lyon 1767, 2 vol. in-4°, t. I, p. 764.
- Souriat.** — *Traité général de la responsabilité,* Paris 1876, 2 vol. in-8°, t. II, n<sup>o</sup> 810-846.

**Toullier.** — Continué par **Duvergier.** *Le Droit civil français*, 6 vol. in-8°, t. IV, livre 41, n°s 259-281.

**Willems.** — *Essai sur la responsabilité édictée par les art. 1382-1386 du Code civil. Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, année 1895, p. 518-526.

**Zachariæ.** — Annoté par **Massé** et **Vergé.** *Le Droit civil français*, 5 vol. in-8°, t. IV, § 628.

---



# INTRODUCTION

---

## NOTIONS SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE

---

I. *Responsabilité personnelle.* — En vertu du principe général édicté par les art. 1382 et 1383, celui qui s'est rendu coupable d'un délit ou d'un quasi-délit doit indemniser la personne lésée.

« *Tout fait quelconque de l'homme, dit l'article 1382, qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer.* »

Et l'art. 1383 ajoute : « *Chacun est responsable du dommage qu'il a causé non seulement par son fait, mais encore par sa négligence ou son imprudence.* »

En droit civil, on appelle délit tout fait illicite portant préjudice à autrui, et commis avec l'intention de nuire; on appelle quasi-délit tout fait illicite et dommageable accompli sans intention de nuire par la personne à laquelle il est imputable.

Le quasi-délit et le délit civil diffèrent du délit

pénal. Tout fait prévu et puni par la loi pénale est un délit, sans qu'il soit nécessaire qu'un préjudice en résulte. Au contraire, le quasi-délit et le délit civil n'existent que par le préjudice.

D'ailleurs les délits de droit criminel ne sont pas toujours en même temps des délits civils. Certains faits punis par la loi pénale ne sont point commis avec l'intention de nuire ; ainsi les contraventions, les blessures et l'homicide causés par imprudence. D'autre part la loi pénale incrimine des actes qui compromettent l'ordre public, mais qui n'ont occasionné aucun dommage ; par exemple, le complot ou la tentative de délit lorsqu'elle est punissable.

A l'inverse, les délits civils ne constituent pas tous des délits de droit pénal. Ainsi le stellionat, le recel d'effets dépendant d'une succession ou d'une communauté, sont des délits de droit civil, mais non de droit pénal.

Le délit civil ne se distingue du quasi-délit que par l'intention de l'auteur du dommage. Leurs autres éléments sont communs. Pour qu'il y ait lieu à réparation, il faut donc qu'il s'agisse :

1° D'un fait préjudiciable. Peu importe d'ailleurs que le dommage soit important ou modique, qu'il atteigne la personne ou les biens.

2° D'un fait illicite. L'exercice pur et simple d'un droit ne peut pas entraîner de responsabilité, lors même qu'il en résulterait un dommage pour les tiers.

Il se peut qu'en élevant un mur sur mon terrain, exempt de toute servitude, je déprécie la propriété de mon voisin. Il n'aura cependant droit à aucune indemnité. La loi romaine disait déjà : *Nemo damnum facit, nisi qui id fecit quod facere non jus habet* (1).

3<sup>o</sup> Les art. 1382 et 1383 exigent en outre que le fait soit imputable à celui qui l'a commis, c'est-à-dire qu'il dépende de la libre volonté de son auteur. Mais la faute la plus légère suffit à faire encourir la responsabilité. Les rédacteurs du Code se sont très formellement exprimés sur ce point. « Le dommage, dit l'orateur du Tribunat, pour qu'il soit sujet à réparation, doit être l'effet d'une faute ou d'une imprudence de la part de quelqu'un : s'il ne peut être attribué à cette cause, il n'est plus que l'ouvrage du sort, dont chacun doit supporter les chances ; mais s'il y a eu faute ou imprudence, quelque légère que soit leur influence sur le dommage commis, il en est dû réparation (2). » Cette faute peut d'ailleurs consister soit en une action, soit en une abstention.

II. *Responsabilité à raison du fait d'autrui.* — On ne répond en principe que du dommage que l'on cause par son propre fait. Cependant, dans un certain nombre d'hypothèses, on est tenu de réparer le

(1) PAUL, *Digeste*, loi 151, livre 50, titre 17.

(2) TARRIBLE, Discours n<sup>o</sup> 21. Loqué, t. XIII, com. VII.

préjudice causé par un fait dont on n'est pas personnellement l'auteur. Cette responsabilité est alors plus particulièrement désignée sous le nom de responsabilité civile.

Il peut sembler injuste au premier abord qu'il existe une responsabilité à raison du fait d'autrui. Les fautes ne doivent-elles pas en effet demeurer personnelles ? N'est-il pas naturel que seuls leurs auteurs soient tenus de les réparer et que celles d'autrui leur restent étrangères ? — En réalité la responsabilité à raison du fait d'autrui ne constitue pas, à proprement parler, une dérogation au principe de la personnalité des fautes. Il n'est pas nécessaire d'être l'auteur du dommage pour qu'il nous soit imputable, il suffit que l'acte d'autrui ait sa cause dans notre propre faute. Lorsque la responsabilité est directe, la faute est imputable à l'auteur même du dommage, lorsqu'elle est indirecte, la faute est imputable à une autre personne. Mais la responsabilité à raison du fait d'autrui, de même que la responsabilité à raison d'un fait personnel, implique toujours l'existence d'une faute réelle ou présumée.

Il y a donc une étroite corrélation entre ces deux sortes de responsabilités, et cette corrélation est exprimée par le § 1 de l'art. 1384 qui déclare qu'« *on est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit*

*répondre.* » Le législateur a sans doute rapproché ces responsabilités à raison de leur fondement analogue.

*« Le père, et la mère après le décès du mari, dit ensuite l'art. 1384, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux ;*

*« Les maîtres et les commettants, du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;*

*« Les instituteurs et les artisans, du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.*

*« La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les père et mère, instituteurs et artisans ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »*

Treilhard, l'orateur du gouvernement, commente ainsi cet article : « La responsabilité des pères, des instituteurs, des maîtres, dit-il, est une garantie et souvent la seule garantie de la réparation des dommages ; sans doute elle doit être renfermée dans de justes limites. Les pères ne répondront que du fait de leurs enfants mineurs et habitant avec eux ; les maîtres, que du fait des domestiques dans les fonctions auxquelles ils sont employés ; les instituteurs, les artisans, que des dommages causés pendant le temps que les élèves ou les apprentis sont sous leur surveillance.

« Ainsi réglée, la responsabilité est de toute justice. Ceux à qui elle est imposée ont à s'imputer pour le moins, les uns de la faiblesse, les autres de mauvais choix, tous de la négligence..... » (1).

Le législateur présume la faute des personnes déclarées responsables dans l'article 1384. Il suppose en effet qu'il leur aurait été possible de conjurer le dommage en montrant une plus grande vigilance. En ne le faisant pas, elles se sont rendues coupables d'un quasi-délit.

Mais cette présomption, lorsqu'il s'agit des père et mère, des instituteurs et des artisans, n'est pas une présomption *juris et de jure*. Ils ont le droit de s'exonérer de leur responsabilité, en établissant qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage.

A) *Responsabilité des père et mère.* — En premier lieu, la loi déclare les père et mère responsables de plein droit de leurs enfants mineurs habitant avec eux. Comme nous le verrons, cette responsabilité se fonde sur la puissance paternelle. Il était nécessaire, pour la rendre efficace, de renverser les règles ordinaires de la preuve, car il est beaucoup plus facile aux parents de démontrer qu'ils n'ont pas négligé leurs devoirs vis-à-vis de l'enfant qu'à la partie lésée d'établir le contraire.

(1) LOCRÉ, t. XIII, com. V, n° 11.

B) *Responsabilité des instituteurs et artisans.* —

La même responsabilité a lieu à l'égard des instituteurs et des artisans pendant le temps où les enfants sont confiés à leur surveillance. « En voici la raison, dit le rapporteur au Tribunat, Bertrand de Greuille (1) : c'est que les instituteurs ou artisans remplacent alors les parents; c'est que la loi leur délègue une portion d'autorité suffisante pour retenir les enfants et ouvriers qui sont sous leur direction dans les bornes de la circonspection et du devoir; c'est qu'ils doivent à ces enfants et ouvriers de bonnes instructions et de bons exemples; c'est qu'il faut qu'ils se garantissent de toute faiblesse envers eux; et c'est qu'enfin ils ont la faculté de renvoyer ceux d'entre ces enfants ou ouvriers qui leur paraissent pervers ou incorrigibles. » Mais il est impossible d'invoquer ce dernier motif à l'encontre des instituteurs publics : ils sont précisément chargés de la surveillance d'enfants qu'ils ne peuvent choisir et qu'ils n'ont pas le droit de renvoyer; de plus, lorsqu'ils sont directeurs d'école, ils ne peuvent déterminer eux-mêmes le nombre et les attributions de leurs adjoints. Aussi leur responsabilité de plein droit a-t-elle donné lieu, récemment surtout, à de nombreuses réclamations, qui viennent d'aboutir à une modification de l'article 1384 sur ce point. La loi du 20 juillet 1899 sur la responsabilité civile des

(1) LOCRÉ, t. XIII, com. VI, n° 12.

membres de l'enseignement public est ainsi conçue :

Article premier : « *La disposition suivante est ajoutée au dernier alinéa de l'article 1384 du Code civil :*

« *Toutefois la responsabilité civile de l'État est substituée à celle des membres de l'enseignement public.*

Article 2 : « *L'action en responsabilité contre l'État, dans le cas prévu par la présente loi, sera portée devant le tribunal civil ou le juge de paix du lieu où le dommage aura été causé et dirigée contre le préfet du département. »*

C) *Responsabilité des maîtres et commettants.* —

La responsabilité des maîtres et des commettants est également fondée sur une présomption légale de faute. Cette faute consiste à avoir mal choisi le domestique ou le préposé qui est l'auteur du dommage. Avant de l'employer, ils auraient dû s'assurer de sa capacité et de ses aptitudes.

D'ailleurs les maîtres et commettants ne sont responsables que des faits accomplis par le domestique ou préposé dans les fonctions auxquelles ils l'ont employé, c'est-à-dire dans l'exercice de ces fonctions ou à l'occasion de cet exercice. Mais la présomption de faute qui les frappe est une présomption *juris et de jure* : ils ne sont pas admis à prouver qu'ils n'ont pu empêcher le dommage, car l'art. 1384 § 5 n'autorise que les père et mère et les instituteurs ou

artisans à faire cette preuve et garde le silence à l'égard des maîtres et des commettants.

Les diverses dispositions de l'art. 1384, édictant une présomption légale, ont nécessairement un caractère exceptionnel. Elles doivent donc être interprétées d'une manière restrictive et l'on ne peut les étendre d'un cas à un autre par voie d'analogie.

La responsabilité de plein droit à raison du fait d'autrui résulte aussi d'autres textes (1) qui doivent être évidemment soumis aux mêmes règles d'interprétation.

Toutefois il existe une autre responsabilité du fait d'autrui qui n'est pas une responsabilité de plein droit. Elle est encourue à raison du principe général édicté par les art. 1382 et 1383.

Sans doute on n'est point obligé en principe de veiller sur les actes d'autrui et d'éviter à quelqu'un le dommage dont un autre le menace. Mais lorsque l'on a sous ses ordres des personnes que l'on peut et doit empêcher de nuire, on est tenu de diriger et de

(1) V. not. les art. 1952 et 1953 du Code civil et 73 Code pénal relatifs à la responsabilité des aubergistes et hôteliers; — la loi des 28 septembre-6 octobre 1791, tit. 2, art. 7, sur la police rurale; — l'art. 20, tit. 13, de la loi des 6-22 août 1791, sur les douanes; — l'art. 35 du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII sur les droits réunis; — l'art. 206, C. forestier; — l'art. 74 de la loi du 14 avril 1829 sur la pêche fluviale — l'art. 28 de la loi du 3 mai 1844 sur la chasse; — l'art. 44 de la loi du 29 juillet 1881 sur la presse.

surveiller leurs actions. Il y aura donc lieu à responsabilité toutes les fois qu'il eût été possible de prévenir le dommage qu'elles ont causé. Celui qui, n'usant pas alors d'une vigilance suffisante, laisse la personne qui se trouve placée sous sa garde causer un préjudice aux tiers, commet lui-même une faute qui entraîne sa responsabilité.

Seulement si l'action est fondée sur les art. 1382 et 1383, la partie lésée doit nécessairement démontrer que le défendeur a occasionné le fait d'autrui par sa faute. Lorsqu'elle peut au contraire invoquer l'un des textes qui présument la responsabilité, elle n'a pas à prouver la faute du défendeur ; elle a simplement à établir l'existence du dommage commis par ceux dont il doit répondre.

Il n'y a donc de différence qu'en ce qui concerne la preuve, et, dans les deux cas, la partie lésée aura droit à la réparation du préjudice qu'elle a subi.

L'action qui lui est ainsi donnée contre la personne civilement responsable existe d'ailleurs indépendamment de celle qu'elle peut avoir contre l'auteur même du dommage. Elle aura donc en général deux débiteurs. Mais il peut aussi se faire qu'elle n'en ait qu'un seul, car la faute de la personne civilement responsable n'implique pas celle de l'auteur du dommage. Les deux actions sont nettement distinctes bien qu'elles aient pour cause un fait dommageable unique. Lorsque le fait ne sera pas imputable à l'auteur du dommage, lorsqu'il n'existera à sa charge ni

délit, ni quasi-délit, il ne pourra pas être poursuivi. Ainsi les actes illicites accomplis par un enfant qui n'est pas encore parvenu à l'âge de raison peuvent donner lieu à la responsabilité civile de ceux qui en avaient la garde, mais l'enfant n'en sera pas personnellement responsable. La partie lésée aurait au contraire deux actions, l'une contre l'auteur du fait, l'autre contre la personne civilement responsable, si le fait était imputable à l'agent du dommage.

Quand l'auteur du fait s'est lui-même rendu coupable de délit ou de quasi-délit, la partie lésée, qui a alors deux actions, peut les intenter ensemble ou séparément. Elle est en droit d'agir contre la personne civilement responsable, sans poursuivre en même temps l'auteur du dommage.

Ces actions doivent être nécessairement portées devant les tribunaux civils, s'il s'agit d'un délit ou d'un quasi-délit civil. Mais si le fait constitue un délit pénal, elles pourront être exercées devant la juridiction répressive, à la condition qu'elle se trouve saisie de l'action publique.

Lorsque le dommage résulte d'un délit pénal, on décide généralement que la prescription de trente ans n'est pas applicable à l'action en responsabilité civile à raison du fait d'autrui. On admet que cette action se prescrit, comme l'action publique, par un délai de dix ans, trois ans ou un an, suivant qu'il s'agit d'un crime, d'un délit ou d'une contravention.



# CHAPITRE PREMIER

---

## HISTORIQUE ET FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE

---

### SECTION I

#### HISTORIQUE

---

#### § 1. — *Droit romain* (1)

En droit romain, le père de famille n'était pas responsable au même titre qu'en droit français des délits commis par ses enfants. Dans notre droit, la victime du dommage peut obtenir la réparation complète du préjudice qu'elle a subi. Il n'en était pas de même en droit romain. Sans doute le père de famille dont le fils avait commis un dommage

(1) Voir GIRARD. — Des actions noxales. *Nouv. Rev. hist. de droit*, 1887, p. 409 et s.; 1888, p. 31 et s. — CUQ. — *Inst. Jur. des Romains*, p. 363 et s.

pouvait être l'objet d'une poursuite, mais il était impossible de l'obliger à payer le montant de la condamnation, car il n'était tenu que *propter rem*, parce qu'il avait en sa puissance l'auteur du délit. L'action donnée à la victime était une action noxale, dans laquelle l'alternative *aut noxæ dedere* était ajoutée à la *condemnatio*. Le magistrat délivrait la formule même de l'action *ex delicto*, en y ajoutant la clause qui la rendait noxale. Le père avait donc le choix de payer à la victime les dommages-intérêts auxquels il avait été condamné, ou de lui faire l'abandon noxal de son fils. On appliquait d'ailleurs la même règle, soit au fils de famille, soit aux esclaves. Gaius, parlant de ces deux catégories de personnes, déclare qu'il eût été injuste, « *nequitiam eorum ultra ipsorum corpora parentibus dominisve damnosam esse* » (1).

A moins que le père ait participé lui-même au délit, à moins qu'il en ait eu connaissance et qu'il l'ait toléré, le fils seul en était personnellement responsable. Mais comme on ne pouvait le poursuivre tant qu'il était *alieni juris* parce qu'il n'avait aucun patrimoine, il engageait par son fait sa personne à défaut de ses biens. Si donc le père ne consentait pas à réparer lui-même le préjudice causé par son fils, celui-ci devait nécessairement être abandonné au créancier par une mancipation.

Le régime de la noxalité s'explique par les diverses

(1) *Instit.*, IV, § 75.

phases du droit pénal romain (1). Le système de la vengeance privée s'adoucit tout d'abord au moyen des compositions volontaires, pour faire place ensuite au système des compositions légales. La victime eut alors le droit d'exiger une somme fixée par la loi, mais la vengeance privée lui fut interdite. Toutefois une difficulté spéciale devait surgir quand l'auteur du délit était *alieni juris*. On ne pouvait en pareil cas contraindre le père de famille à payer l'amende d'un acte auquel il n'avait pas participé. D'autre part, cette amende ne pouvait être payée par la personne *alieni juris*, puisqu'elle n'avait aucun patrimoine. Il fallait donc nécessairement laisser le choix au père de famille: ou bien il consentirait à payer la composition légale, conformément au régime nouveau, ou bien il devrait permettre à la victime d'exercer sa vengeance, en lui livrant le fils de famille ou l'esclave.

Le fils de famille qui avait été l'objet d'un abandon noxal n'était pas d'ailleurs traité comme un esclave. Sa situation était celle de l'individu *in mancipio*. L'acquéreur du *mancipium* devait même l'en affranchir lorsque, par son travail, il avait fini d'acquitter la dette née du délit. Ce n'était, il est vrai, qu'un devoir de conscience. Mais s'il se produisait

(1) On le retrouve d'ailleurs dans la plupart des législations dont le droit pénal a subi des transformations analogues. Ainsi en droit grec, en droit germanique, en droit slave. On en constate même l'existence chez certains peuples d'Asie et d'Afrique.

des abus, le censeur avait le droit d'y remédier en libérant de sa propre autorité le fils de famille ou l'esclave.

L'abandon noxal, encore en usage du temps de Gaius, tomba bientôt en désuétude. Dans le dernier état du droit romain, la victime exerce directement son action contre le fils de famille, qui peut alors posséder certains biens. On ne peut intenter contre le père qu'une action *de peculio*. En principe il est donc irresponsable. Sa responsabilité n'est engagée que lorsqu'il a participé lui-même au délit.

## § 2. — *Ancien droit* (1)

Dans notre ancienne jurisprudence, peu de coutumes statuaient expressément sur la responsabilité du père de famille.

Quelques-unes déclaraient formellement qu'il ne devait pas être rendu responsable des actes dommageables commis par ses enfants. L'art. 169 de la coutume de Bourbonnais notamment était ainsi conçu : « Toutefois si lesdites femmes et fils de famille étaient condamnés en aucunes sommes ou amendes pour raison desdites injures ou causes criminelles, les exécutions d'icelles ne se peuvent faire sur les biens de communauté durant icelle et sur les biens du père ; mais icelle communauté

(1) V. MERLIN. — *Rép.* v<sup>o</sup> Puissance paternelle, section 3, § 2.

dissolue ou après la mort dudit père ou émancipation dudit fils, se pourra faire exécution sur la portion de ladite femme et biens dudit fils. » Des dispositions analogues se rencontraient dans les coutumes de Lorraine, titre 1; art. 24, et de Berri, titre 1, art. 12.

En sens diamétralement opposé, la nouvelle coutume de Bretagne, conforme sur ce point à l'ancienne et à la très ancienne coutume, portait dans son article 656: « Si l'enfant fait tort à autrui, tant qu'il sera au pouvoir de son père, le père doit payer l'amende civile, pour ce qu'il doit châtier ses enfants. » C'était la seule coutume édictant la responsabilité civile du père. Cette responsabilité n'existait sans doute que si le père avait encore le fils en sa puissance, mais elle restait engagée alors même qu'il eût établi qu'il ne pouvait empêcher l'action dommageable. Aussi d'Argentré, sur l'article 611 de l'ancienne coutume, protestait-il vivement contre l'extrême rigueur d'une telle disposition. Et la jurisprudence, pour en tempérer dans une certaine mesure l'injustice, admit que le père ne serait pas rendu responsable si l'enfant qui avait commis le dommage n'avait pas encore atteint l'âge de discernement.

Les autres coutumes ne contenant aucune disposition sur ce point, quelle était la règle qu'il fallait adopter? Il régnait en cette matière une très grande confusion. D'après quelques auteurs, on devait faire

de la disposition précitée de la coutume de Bretagne le droit commun de la France. Le père, disaient-ils, doit être déclaré de plein droit responsable. N'est-il pas en effet le soutien naturel de son fils tant qu'il l'a sous son autorité? Pendant cet âge de faiblesse et d'inexpérience, n'est-ce pas plutôt le père que lui-même qui dirige ses actions? « Si donc il commet un délit..., qui en répondra, si ce n'est celui à qui la loi l'a confié, qu'elle a chargé de le diriger dans tous les instants, dans toutes les actions de sa vie? Il en a contracté l'obligation en lui donnant le jour; il en a contracté une plus grande encore, une plus sacrée, celle d'ajouter au bienfait de la vie, le bienfait non moins précieux de l'éducation. S'il l'a fait, et s'il est vrai que les premières impressions soient ineffaçables, le fils, formé à la vertu, ne se dégradera point par des bassesses, par des crimes qui compromettent l'honneur, qui portent la désolation dans les familles.

« Mais si ce père n'a point rempli les devoirs qui lui étaient imposés; s'il n'a point veillé sur le dépôt que la loi lui avait confié; s'il a abandonné son fils à tous les pièges de l'erreur, à toutes les séductions du vice, il est le seul coupable, il est le premier auteur des délits que commet son fils, et, à ce titre, seul, il est tenu de les réparer (1). »

(1) Exposé par Merlin des raisons invoquées à l'appui de cette opinion. *Rép. loc. cit.*

Certains auteurs, notamment Bouchel (1), tout en admettant la responsabilité civile du père, déclaraient cependant qu'elle devait cesser lorsque l'enfant atteignait sa douzième année.

Suivant d'autres, au contraire, le père ne devait répondre que des délits commis par l'enfant dans l'âge de puberté.

L'opinion qui dominait était la suivante : Étant donné le silence des coutumes, le père ne peut pas être déclaré responsable des délits ou des quasi-délits commis par son fils, soit pubère, soit impubère. On ne peut intenter contre lui qu'une action *de peculio*, pour lui faire rendre compte de ce qu'il doit à son fils, soit comme détenteur des biens de la mère défunte, soit à un autre titre.

Merlin cite dans son Répertoire de nombreuses décisions rendues en ce sens, notamment l'espèce suivante, ainsi rapportée par Bouchel (2) : « Un jeune enfant condamné à une amende ou réparation, pour laquelle il était poursuivi, le père fut interrogé par M. le président de Verdun : il fit réponse qu'il ne voulait point porter les fautes de son fils. Le président lui dit : Vous êtes un mauvais père, et néanmoins il fut absous. »

(1) *Bibliothèque*, v<sup>o</sup> Père.

(2) *Bibliothèque*, *cod.* v<sup>o</sup>.

Parlant, dans un plaidoyer du 24 janvier 1651, d'un arrêt qui avait déchargé le père de la responsabilité du dommage commis par son enfant, l'avocat général Talon déclarait qu'il avait toujours vu statuer suivant le même principe dans toutes les causes de ce genre (1).

Cependant l'on reconnaissait que l'irresponsabilité du père n'était pas absolue, et l'on convenait d'y apporter les exceptions suivantes :

1° Il existait dans quelques coutumes des ordonnances de police déclarant expressément les père et mère responsables de certaines infractions.

En voici un exemple : « Par un règlement de police fait en notre Parlement le 11 juillet 1638, dit le président Bouhier (2), il fut ordonné à toutes personnes de contenir leurs enfants et leurs serviteurs, en sorte qu'ils ne commissent aucun dégât dans les jardins et vergers, sous peine d'être responsables civilement en leurs propres et privés noms, des dommages et intérêts qui résulteraient de ces dégâts. » « Il y a encore, ajoute-t-il, d'autres règlements pareils sur d'autres faits de police. »

2° Si l'enfant causait un dommage dans l'exercice des fonctions auxquelles son père l'avait préposé, celui-ci devait en répondre.

C'était l'application de la règle générale suivant

(1) MERLIN. — *Rép.* v° Puissance paternelle, section 3, § 2.

(2) *Les Coutumes du Duché de Bourgogne*, livre II, chap. 33, n° 17.

laquelle les commettants répondaient du fait de leurs préposés. La responsabilité encourue dans ce cas par le père n'était point la conséquence de la puissance paternelle. Il n'était tenu qu'à titre de commettant, parce qu'il était en faute d'avoir choisi comme préposé une personne qui se trouvait incapable de remplir la mission dont il l'avait chargée.

3° La responsabilité du père était engagée s'il consentait à prendre la défense de son fils, ou même l'autorisait à ester en jugement. Il devenait alors garant des condamnations prononcées contre lui.

4° On le déclarait encore responsable des actes de l'enfant s'il s'en était rendu lui-même complice, ou s'il les avait laissé commettre en sa présence sans user de son autorité pour y mettre obstacle.

Serpillon s'exprime ainsi sur ce point dans son Code criminel (1) : « Un père, un maître, un mari et tous autres supérieurs qui, par leur autorité, auraient pu contenir leurs inférieurs, qui, en leur présence, ont commis un crime sans qu'ils s'y soient opposés autant qu'ils auraient pu, sont inexcusables, et par conséquent il leur faut des lettres de pardon. »

Legrand, sur la coutume de Troyes (2), dit que, suivant arrêt d'avril 1644 « un père, en la présence duquel son fils impubère, sortant de l'église, ayant querelle, avait baillé un coup de pied à un autre, dont

(1) T. I, p. 764.

(2) Art. 168, gl. 5, n° 26.

il mourut quelques jours après, fut condamné en cent vingt livres pour tous dépens, dommages et intérêts et le fils renvoyé absous ».

Cette dernière exception finit d'ailleurs par recevoir une telle extension que le principe même en fut modifié. C'est ainsi que Pothier (1) déclare les père et mère tenus de réparer le préjudice causé par leurs enfants, lorsque le délit a été commis en leur présence, et généralement lorsque pouvant l'empêcher ils ne l'ont pas fait.

« Ils sont, dit-il, présumés avoir pu empêcher le délit lorsqu'il a été fait en leur présence. Lorsqu'il a été fait en leur absence, il faut juger par les circonstances s'ils ont pu empêcher le délit (2). »

Ainsi, dans le dernier état de notre ancien droit, grâce à cette exception, le principe de l'irresponsabilité du père avait en quelque sorte disparu, pour faire place au principe nouveau de la responsabilité.

Toutefois une différence subsistait avec le droit actuel. D'après l'article 1384, la faute du père est toujours présumée, et s'il veut éviter la responsabilité, c'est à lui de faire la preuve de son impossibilité d'empêcher ce dommage. La même solution était admise dans notre ancien droit quand le fait s'était produit en sa présence ; mais, dans le cas contraire,

(1) POTHIER, *Traité des obligations*, n° 121.

(2) POTHIER, *Eod. loc.*, n° 454.

la charge de la preuve incombait à la personne lésée : pour réussir dans son action, il lui fallait établir que le père était en faute et qu'il pouvait empêcher l'acte de l'enfant.

Après le décès du père, la garde des enfants passant à la mère, c'était à elle de répondre de leurs actions dommageables. D'ailleurs la responsabilité des père et mère prenait fin, comme dans notre droit actuel, lorsque l'enfant parvenait à sa majorité, ou quand, pour une cause légitime, il avait cessé d'habiter la maison paternelle.

---

## SECTION II

### *Fondement de la responsabilité*

---

Actuellement la responsabilité des père et mère est expressément consacrée par le § 2 de l'art. 1384, suivant lequel : « *Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.* »

Cette responsabilité se justifie aisément. L'enfant a droit à la protection de ses parents, qui doivent user dans son intérêt, et aussi dans l'intérêt de la société, de l'autorité dont la nature et la loi les ont investis. Le fait de la génération, par lequel nous avons mis au monde une personne sans son consentement, nous impose l'obligation de lui faciliter, autant qu'il nous est possible, l'existence que nous lui avons donnée.

Aussi les parents n'ont-ils pas seulement le devoir de fournir à leurs enfants des soins matériels, ils doivent aussi s'attacher à développer leur intelligence, à combattre leurs mauvaises tendances et à les

diriger vers le bien au moyen de leurs leçons et de leurs exemples. Mais l'autorité paternelle, qui impose au père et à la mère ce devoir d'éducation (art. 203 C. civ.), les oblige également aux devoirs de garde et de surveillance (art. 374). Il ne leur suffit pas de donner à leurs enfants une éducation convenable ; il faut qu'ils dirigent leur conduite avec attention ; qu'ils exercent sur leurs actes une surveillance aussi constante que possible, afin de les empêcher de nuire à autrui.

De ce double devoir d'éducation et de surveillance qui dérive de la puissance paternelle, on a pu légitimement déduire la présomption de faute édictée par l'art. 1384. N'est-il pas en effet naturel de supposer que l'acte dommageable commis par l'enfant est le résultat d'une négligence du père dans l'accomplissement de ses devoirs ? N'est-il pas probable qu'un tel acte n'aurait pas eu lieu s'il avait rempli comme il aurait dû le faire les obligations dont il était tenu ?

On a cependant prétendu que cette responsabilité découlait uniquement du devoir de surveillance et qu'il ne fallait pas la rattacher au devoir d'éducation (1). Il n'est pas possible, déclare-t-on, de rechercher indéfiniment dans le passé les causes morales d'un acte. Comment distinguer par exemple s'il a pour

(1) LEROIR, *Code de la puissance paternelle*, t. I, n° 264. — MONDET, thèse : *Le Recours des personnes responsables du fait d'autrui*, p. 10 et s.

origine le mauvais naturel de l'enfant ou sa mauvaise éducation? N'est-il pas plus rationnel de ne tenir compte que des circonstances matérielles dans lesquelles il s'est accompli? Le devoir d'éducation peut bien entraîner pour le père une responsabilité morale, mais il ne peut être civilement responsable que si le fait est le résultat d'un défaut de surveillance actuelle de sa part. Son absence doit suffire pour dégager sa responsabilité, s'il prouve que cette absence était légitime.

La plupart des auteurs estiment au contraire que la responsabilité a tout à la fois pour base le devoir d'éducation et le devoir de surveillance que la puissance paternelle impose aux parents (1). En principe, la simple négligence suffit pour engager la responsabilité. Dès lors pourquoi ne tiendrait-on pas compte en notre matière des causes d'ordre moral qui ont pu déterminer l'acte dommageable? Souvent cet acte est la conséquence de la mauvaise éducation de l'enfant. Pourquoi les parents n'en seraient-ils pas alors responsables? Serait-il juste qu'ils échappent à toute responsabilité par cela seul qu'ils n'étaient pas en faute à l'instant même où l'acte s'est produit, s'il est le résultat de leur faute antérieure? Nous croyons que les tribunaux ont le droit d'apprécier suivant les circonstances s'il n'y a

(1) TOULLIER, t. XI, n° 259. — SOURDAT, *Traité de la responsabilité*, t. II, n° 814. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 562. — LAURENT, t. XX, n° 553.

pas de reproches fondés à leur faire, même antérieurement à l'acte dommageable. Ils examineront donc si les père et mère ont ou non rempli leur devoir de surveillance, mais ils devront aussi rechercher s'ils se sont convenablement acquittés de leurs devoirs de correction, d'instruction et de bon exemple.

Tel paraît bien avoir été sur ce point le sentiment des rédacteurs du Code. Parlant du fondement de la responsabilité paternelle, Bertrand de Greuille notamment déclare que « cette responsabilité se rattache à la puissance, à l'autorité que la loi accorde aux parents sur leurs enfants en minorité, aux devoirs qu'elle leur impose pour la perfection de leur éducation, à la nécessité où ils sont de surveiller leur conduite avec ce zèle, ce soin, cet intérêt qu'inspirent tout à la fois et le désir de leur bonheur et la tendre affection qu'ils leurs portent » (1).

---

(1) LOCRÉ, t. XIII, com. VI, n° 11.



## CHAPITRE II

---

### QUI EST RESPONSABLE

---

#### SECTION I

##### *Responsabilité à l'égard des enfants légitimes*

---

Durant le mariage, c'est en principe le père qui seul est responsable, ainsi que le décide l'art. 1384 en ces termes : « *Le père et, après le décès du mari, la mère sont responsables...* » Cela est bien naturel. Car, après avoir déclaré dans l'art. 372 que l'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation, le législateur ajoute, art. 373, que le père seul exerce cette autorité durant le mariage. Or, nous avons vu que la responsabilité de plein droit édictée par l'art. 1384 repose sur l'inaccomplissement présumé des devoirs qui découlent de la puissance paternelle.

Il est vrai que ces devoirs incombent au même titre à la mère, puisqu'ils dérivent de la génération et qu'ils lui sont imposés par la nature même. Mais comme l'unité de direction était indispensable pour l'éducation et la surveillance de l'enfant, le législateur a naturellement accordé la suprématie au père, déjà investi de l'autorité maritale. Dès lors il est rationnel que ce soit aussi le père qui, durant le mariage, encoure en principe la responsabilité. Comme chef de famille, il est chargé du gouvernement de la maison. Sa responsabilité doit donc couvrir celle de la mère.

Pour atteindre la mère, il faudrait qu'on puisse lui reprocher une faute personnelle, mais alors on agirait, non plus en vertu de l'art. 1384, mais en se fondant sur les art. 1382 et 1383 (1).

Toullier (2) suppose que, pendant une absence du père, un enfant en bas âge, laissé sous la surveillance de la mère, cause un dommage à autrui. Et il se demande si la mère peut en être rendue responsable, dans le cas où le père s'est lui-même dégagé de la responsabilité. Elle ne sera pas, dit-il, présumée en faute. Mais elle devra répondre de l'enfant que la nature confie à ses soins, si l'on établit qu'elle pouvait empêcher l'acte qu'il a commis.

L'opinion de Toullier, qui nous paraît fondée, n'a

(1) Rennes, 16 janvier 1862. D. Supp. v<sup>o</sup> Responsabilité n<sup>o</sup> 730-2<sup>o</sup> — Chambéry, 6 février 1874. S. 75, 2, 178. — Cass. 13 août 1877. S. 79, 1, 472. D. 79, 1, 182.

(2) t. XI, n<sup>os</sup> 278 et 281.

pas toujours été exactement traduite. Et un certain nombre d'auteurs, qui déclarent la reproduire, vont en réalité beaucoup plus loin.

C'est ainsi que M. Sourdat, en l'exposant, semble dire que Toullier regarde la mère comme responsable de plein droit et n'exige nullement la preuve de sa faute. « Il faut convenir, dit-il ensuite, que l'art. 1384 paraît, dans sa rigueur, s'opposer au tempérament proposé par M. Toullier, et, cependant, il faut l'admettre, sous peine d'imposer au mari une charge beaucoup trop lourde, et de manquer à la vérité des faits les plus ordinaires. Dans le premier âge, c'est-à-dire tant que l'enfant est sans discernement, et que les soins de son éducation physique et morale appartiennent principalement aux femmes, la mère doit être seule déclarée responsable quand le père prouve qu'il n'était pas présent et n'a pu empêcher le fait au moment où il se commettait. Passé cette époque l'enfant a besoin d'une surveillance plus sévère, que le père doit exercer pour qu'elle soit plus efficace, et sa responsabilité, comme nous l'avons dit, couvre alors celle de la femme (1). »

Ainsi, tant que l'enfant serait en bas âge et encore incapable de discernement la mère pourrait être déclarée de plein droit responsable parce que, durant cette période, c'est elle spécialement qui s'occupe de l'enfant.

(1) SOURDAT, *Traité de la responsabilité*, t. II, n° 829.

Cette théorie ne nous paraît pas admissible. Sans doute, en fait, c'est surtout la mère qui surveille les enfants lorsqu'ils sont en bas âge. Mais la prépondérance appartenant au mari, il nous semble qu'il peut seul, à l'exclusion de la mère, être présumé responsable. Ne se heurterait-on pas d'ailleurs à de sérieuses difficultés s'il était nécessaire de déterminer suivant les circonstances l'époque où la responsabilité de l'art. 1384 cesserait d'incomber à la mère pour passer au père ? De plus, on diviserait ainsi la responsabilité en deux périodes distinctes, alors que rien n'indique dans notre art. 1384 que le législateur ait voulu faire une telle distinction.

La doctrine qu'enseigne M. Larombière<sup>(1)</sup> s'éloigne également de celle de Toullier. « Nous pensons, dit-il, que la femme est responsable des actes de ses enfants mineurs habitant avec elle, et qu'elle en est responsable seule pendant l'absence de son mari, lorsque ce dernier, entreprenant un voyage plus ou moins long pour son agrément, ses affaires, son commerce ou son industrie, les a laissés sous sa garde et sa surveillance. » « Toutefois, ajoute-t-il, l'application de cette responsabilité dépend des circonstances. S'il s'agissait d'un voyage de très courte durée, de quelques jours seulement, bien loin que la femme fût responsable, ce serait le mari

(1) LAROMBIÈRE, *Théorie et Pratique des obligations*, t. V, art. 1384, n° 3. — Dans le même sens MARCADÉ, t. V, art. 1384, n° 2.

qui continuerait de l'être, comme s'il ne s'était point absenté. Il semble alors que la femme n'ait pas eu le temps de prendre elle-même en mains les rênes du gouvernement domestique. »

L'opinion de M. Larombière n'est point celle de la majorité des auteurs. Nous croyons en effet préférable de maintenir la responsabilité du père toutes les fois qu'il est en voyage (1). Comme chef de famille il doit demeurer responsable de la direction de sa maison. D'ailleurs il aura toujours le droit d'invoquer l'excuse de l'art. 1384 § 5 et d'établir que le dommage ne lui est pas imputable. L'exercice de la puissance paternelle ayant continué de lui appartenir, il nous paraît impossible d'admettre une interruption dans sa responsabilité. Sans doute il ne peut surveiller ses enfants lorsqu'il est absent. Mais il arrive très souvent que la mauvaise éducation des enfants est la véritable cause du dommage qu'ils ont causé. Or, la responsabilité du père, comme nous l'avons vu précédemment, ne résulte pas uniquement du devoir de surveillance, elle est aussi fondée sur le devoir d'éducation. D'autre part, comment la mère tomberait-elle sous le coup de l'art. 1384 par cela seul que le père serait en voyage ? On ne peut pas dire qu'elle exerce dans sa plénitude la puissance paternelle. Elle agit simplement au nom de

(1) En ce sens : AUBRY et RAU, t. IV, § 447, note 1. — LAURENT, t. XX, n° 554. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 570. — HUC, t. VIII, p. 583.

L. BLOCH.

son mari auquel l'autorité légale n'a pas cessé d'appartenir. Elle ne saurait donc être déclarée responsable de plein droit. Il faudrait, pour l'atteindre, prouver, conformément au droit commun, qu'elle s'est rendue coupable d'une faute déterminée.

*Après le décès du mari*, la puissance paternelle passant à la mère, elle doit, d'après l'art. 1384, répondre du dommage causé par ses enfants mineurs habitant avec elle.

Bien que l'art. 1384 ne vise que cette seule hypothèse, n'y en a-t-il point d'autres où la responsabilité de plein droit soit encourue par la mère ? Pendant la durée du mariage, si la puissance paternelle appartient également aux deux conjoints, l'exercice exclusif en a été attribué par le législateur au mari, afin qu'il y ait unité de direction dans la surveillance et l'éducation des enfants. Mais lorsqu'il se trouve dans l'impossibilité absolue de remplir sa mission, il doit être nécessairement remplacé par la mère, qui doit exercer elle-même l'autorité légale, et c'est elle alors qui sera responsable de plein droit, la responsabilité de l'art. 1384 étant fondée sur l'inobservation présumée des devoirs que la puissance paternelle entraîne.

Le plus souvent, c'est à la suite de la mort du père que la puissance paternelle est transmise à la mère. Voilà pourquoi le législateur, se bornant, dans

l'art. 1384, à statuer sur l'hypothèse la plus ordinaire, a déclaré simplement la mère responsable après le décès de son mari. Mais il doit en être de même après tous les événements qui empêchent le mari d'exercer son autorité.

Examinons successivement dans quelles hypothèses la responsabilité cesse d'incomber au père pour passer à la mère.

A. — *Absence du père*

Le législateur ayant accordé au père la suprématie, sa présence paralyse les droits de la mère. Mais lorsqu'il est en état d'absence légale, rien ne s'oppose plus à ce qu'elle les exerce. L'art. 141 est en effet ainsi conçu : « *Si le père a disparu laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en aura la surveillance : elle exercera tous les droits du mari, quant à leur éducation et à l'administration de leurs biens.* »

Cet article étant placé à la fin du titre de l'Absence est regardé comme applicable à la période de déclaration aussi bien qu'à celle de présomption d'absence. L'exercice de la puissance paternelle avec tous ses attributs appartient alors à la mère. Elle est donc responsable du dommage causé par ses enfants mineurs.

Mais il faut que le père soit absent au sens légal du mot. Comme nous l'avons déjà dit, la solution ne serait pas la même s'il s'était simplement absenté

pour cause de voyage. En pareil cas, la mère à laquelle il confie la garde des enfants n'exerce pas la puissance paternelle en son propre nom ; elle n'agit qu'en vertu d'une délégation du père dont la prépondérance subsiste.

B. — *Le père est en état de démence*

Lorsque le père est en état de démence, l'obstacle qui empêchait la mère d'exercer la puissance paternelle disparaît. D'après l'art. 372, l'autorité légale appartient à la femme aussi bien qu'au mari. Elle a donc le droit d'exercer elle-même cette autorité quand son mari en devient incapable. Il en résulte qu'elle encourt également la responsabilité.

C'est ainsi que la mère deviendrait responsable :

1° En cas d'interdiction judiciaire du mari. Le tuteur de l'interdit ne possède aucun pouvoir sur la personne de ses enfants, et comme l'interdit se trouve lui-même privé de l'exercice de tous ses droits civils, la garde des enfants et la responsabilité qui en est la conséquence passent nécessairement à la mère ;

2° Lorsque le mari est placé dans un établissement public ou privé d'aliénés, en vertu de la loi du 30 juin 1838 ;

3° Lorsqu'il n'a plus l'usage de sa raison, alors même qu'il n'aurait été ni interdit ni placé dans une maison d'aliénés.

C. — *Interdiction légale. — Emprisonnement et bannissement du père*

Lorsque le père est frappé d'une peine afflictive, comme les travaux forcés, la détention et la réclusion, l'interdiction légale qui en résulte lui fait perdre, pendant la durée de sa peine, l'exercice de tous ses droits civils. La mère, qui doit exercer à sa place les droits de surveillance et d'éducation, devient alors responsable.

La même solution pourrait sans doute être admise si le père se trouvait, depuis un certain temps déjà, emprisonné ou banni. Il est vrai que ces condamnations lui laissent le plus souvent la plénitude de son autorité, mais comme il n'a pas en fait la possibilité de l'exercer, c'est à la mère de remplir vis-à-vis des enfants nés du mariage les devoirs de la puissance paternelle.

D. — *Déchéance du père*

A dater du moment où le père se trouve déchu de la puissance paternelle par application de la loi du 24 juillet 1889, il cesse d'être investi des droits d'éducation et de garde. L'art. 1384 doit donc cesser de lui être applicable. Toutefois la partie lésée pourrait encore agir contre lui en vertu des art. 1382 et 1383. D'ailleurs la mère deviendrait elle-même

responsable de plein droit en cas de déchéance de son mari, si le tribunal lui avait accordé la puissance paternelle.

E. — *Séparation de corps et divorce. — Séparation volontaire*

Si les conjoints sont divorcés ou séparés de corps, chacun d'eux répond séparément des enfants dont il a la garde. Si l'enfant a été confié à la mère, le père cesse donc d'en être responsable, car, malgré le droit de surveillance que lui réserve encore l'art. 303, ce n'est plus à lui d'exercer la puissance paternelle.

Que faudra-t-il décider si la séparation qui existe entre les époux est une séparation simplement volontaire? Le père doit-il répondre du dommage causé par les enfants mineurs dont il a laissé la garde à la mère? D'après M. Larombière, les tribunaux pourraient, suivant les circonstances, le déclarer responsable (1). M. Demolombe va plus loin. Il décide que « cette situation, toute de fait, ne saurait détruire, en droit, la présomption de faute que le texte même de la loi fait peser sur le père durant le mariage » (2). Nous croyons que cette dernière solution doit être admise. Le père ne peut pas s'affranchir, au moyen d'une séparation simplement volontaire, des devoirs que lui impose la puissance paternelle. Il doit donc

(1) LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 3.

(2) DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 569.

en principe demeurer responsable. Mais les tribunaux, en recherchant si le père s'est trouvé dans l'impossibilité d'empêcher le dommage, pourront certainement tenir compte des circonstances dans lesquelles la séparation des époux s'est produite.

---

## SECTION II

### *Responsabilité à l'égard des enfants naturels.*

---

Les père et mère d'un enfant naturel reconnu sont responsables au même titre et dans les mêmes conditions que les père et mère d'un enfant légitime, car ils ont comme eux la puissance paternelle. La responsabilité incombe à celui des parents qui en a l'exercice.

L'article 1384 devrait encore s'appliquer, suivant certains auteurs (1), lors même que la filiation naturelle serait établie simplement par la possession d'état. Cette opinion ne nous paraît pas fondée. On admet généralement aujourd'hui que la possession d'état ne fait pas la preuve de la filiation naturelle. Il n'existe pas alors d'autorité légale. Il ne saurait donc y avoir responsabilité de plein droit. Mais la responsabilité des articles 1382 et 1383 pourrait être encourue.

(1) DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 571. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 3.

La question s'est présentée récemment devant la jurisprudence, qui s'est prononcée en ce sens par le jugement suivant :

« Le Tribunal,

« Statuant sur la responsabilité civile de la fille Patet,

« Attendu que si, jusqu'au jour de cette audience, et par conséquent à la date des faits incriminés, faute d'une reconnaissance légale et en forme du prévenu comme son enfant, la fille Patet n'a pas eu vis-à-vis du prévenu la qualité de mère naturelle reconnue, nécessaire pour la ranger dans la catégorie des personnes visées par l'article 1384 § 2 du Code civil limitativement, personnes sur lesquelles pèse une présomption légale de responsabilité, on peut, tout au moins, puisqu'elle avait assumé la garde du prévenu, qu'elle était en fait, sinon en droit, sa mère naturelle, qu'il habitait, de son propre aveu, avec elle, faire dériver sa responsabilité civile des dispositions générales des articles 1382 et 1383 du Code civil... ;

« Que des documents du procès, il résulte preuve suffisante contre elle d'une faute consistant dans un manque de surveillance, de vigilance, de bonne direction, faute génératrice du préjudice éprouvé par la société par suite des infractions reprochées au jeune Patet et dont il a été reconnu l'auteur (1). »

(1) Trib. corr. de Carpentras, 19 juin 1890. *Gaz. Trib.* 15 juillet 1890.

A plus forte raison l'article 1384 doit-il être regardé comme inapplicable soit au mari de la mère naturelle (1), soit au mari d'une femme dont la fille a eu un enfant naturel (2).

Pour rendre ces personnes responsables, il faudrait établir qu'elles ont occasionné le dommage par leur faute personnelle.

On a dit quelquefois que les père et mère devaient répondre civilement des actes dommageables commis par leurs enfants adoptifs. Cela est évidemment inexact, car l'article 1384 ne parle que des enfants mineurs, et d'après l'article 345, l'adoption ne peut pas avoir lieu avant la majorité de l'adopté.

Le tuteur officieux d'un mineur peut bien, il est vrai, conférer à celui-ci l'adoption par acte testamentaire, mais comme alors les effets de l'adoption prennent naissance seulement à la mort de l'adoptant, il ne peut certainement pas être question de sa responsabilité.

(1) Amiens, 20 décembre 1890. Rec. d'Amiens, 1890, 4, 79.

(2) Rouen, 18 novembre 1878. S. 80, 2, 316. D. 80, 2, 38.

---

### SECTION III

*La disposition de l'art. 1384 qui déclare les père et mère responsables peut-elle être étendue à d'autres personnes ?*

---

Tout d'abord est-il possible d'appliquer au tuteur la présomption de faute édictée par l'art. 1384 à l'encontre des père et mère ?

Pendant fort longtemps les auteurs se sont prononcés sans aucune hésitation dans le sens de l'affirmative (1). Et cette solution leur paraissait tellement incontestable qu'ils s'exprimaient à cet égard dans les termes les plus formels : « Nous ne doutons pas que le tuteur ne soit civilement responsable, envers les tiers, du dommage que le mineur habitant avec

(1) Pour la responsabilité de plein droit du tuteur : DURANTON, t. XIII, n° 719. — SOURDAT, t. II, n° 843. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 6. — AUBRY et RAU, t. IV, § 447, texte et note 11. — MARCADÉ, t. V, art. 1384, n° 2. — MOURLON, t. II, n° 1693. — Contre : COLMET DE SAUTERRE, t. V, n° 365 bis IV. — LAURENT, t. XX, n° 555. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 587 et suiv. — HUC, t. VIII, n° 440.

lui aurait causé », déclare Duranton (1). « Bien que l'art. 1384 ne parle pas du tuteur lorsqu'il énumère les personnes responsables, dit M. Sourdat, on ne saurait douter que le tuteur ne soit soumis à ses dispositions » (2). MM. Aubry et Rau, Larombière, Marcadé, approuvent eux aussis ans réserve l'extension de l'art. 1384 au tuteur.

On peut invoquer à l'appui de cette opinion les raisons suivantes :

1° Il n'y a pas à tenir compte du silence de l'art. 1384 à l'égard des tuteurs, parce que leur responsabilité est implicitement consacrée au titre de la tutelle par l'art. 450, d'après lequel le tuteur doit prendre soin de la personne du mineur, et par l'art. 468, qui lui permet d'exercer le droit de correction. Le tuteur se trouve ainsi dans une situation analogue à celle du père de famille. Il a la garde de l'enfant, c'est lui qui doit diriger son éducation. Or, la responsabilité des père et mère a précisément pour base les devoirs de surveillance et d'éducation qui découlent de la puissance paternelle. En tout cas, ajoute-t-on, il serait impossible de ne pas placer le tuteur sur la même ligne qu'un instituteur.

2° Si l'art. 1384 ne parle pas du tuteur, certaines lois spéciales le déclarent civilement responsable au même titre que les père et mère.

(1) DURANTON, t. XIII, n° 719.

(2) SOURDAT, t. II, n° 843.

Ainsi l'art. 7, titre 2 de la loi des 28 septembre-6 octobre 1791 sur la police rurale, aux termes duquel « les maris, pères, mères, *tuteurs*, maîtres, entrepreneurs de toute espèce, seront responsables des délits commis par leurs femmes et enfants, *pupilles*, mineurs n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés, domestiques, ouvriers, voituriers et autres subordonnés ».

De même l'art. 206 du Code forestier: « Les maris, pères, mères et *tuteurs*, et en général tous maîtres et commettants, dit cet article, seront civilement responsables des délits et contraventions commis par leurs femmes, enfants mineurs et *pupilles*, demeurant avec eux et non mariés, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, sauf tout recours de droit. — Cette responsabilité sera réglée conformément au paragraphe dernier de l'art. 1384 du Code civil... »

L'art. 79 du décret de 1811 sur le régime de l'Université, la loi du 15 avril 1829, art. 74, sur la pêche fluviale, la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, art. 28, contiennent des dispositions identiques.

Il est certain, dit-on, que le législateur, en déclarant le tuteur responsable dans ces différentes hypothèses, s'est borné à faire l'application des principes généraux de la responsabilité civile. Il n'existe en effet aucun motif de distinguer entre un délit de pêche ou de chasse et un dommage d'une autre nature commis par le pupille. Le tuteur doit dans tous les cas encourir la même responsabilité.

3° Notre ancienne jurisprudence plaçait le tuteur sur la même ligne que les père et mère. Pothier le déclare expressément dans son *Traité des obligations* : « Non seulement, dit-il, la personne qui a commis le délit ou le quasi-délit est obligée à la réparation du tort qu'elle a causé, celles qui ont sous leur puissance cette personne, telles que sont les pères, mères, tuteurs et précepteurs, sont tenues de cette obligation... » (1).

Cependant la plupart de ceux qui ont récemment écrit sur le Code civil n'assimilent pas le tuteur au père. Nous croyons en effet qu'il est impossible d'appliquer l'art. 1384 au tuteur pour les motifs suivants :

1° Les partisans de la responsabilité de plein droit du tuteur déclarent qu'il est dans une situation analogue à celle du père. Mais en réalité est-il possible de comparer l'autorité du tuteur, qui peut être un parent éloigné ou même un étranger, à l'autorité, à l'influence morale que le père et la mère exercent ? La puissance paternelle n'est pas seulement créée par la loi, elle l'est aussi par la nature même. Et la loi, bien qu'elle confie au tuteur les droits de correction, d'éducation et de garde, le place à ces divers points de vue sous le contrôle du conseil de famille. D'ailleurs le père n'a pas seulement les charges de la

(1) POTHIER, *Traité des obligations*, n° 421..

puissance paternelle, il en retire aussi certains avantages : il est héritier réservataire, il a le droit d'usufruit légal.

L'assimilation du tuteur à un instituteur est encore moins exacte. L'instituteur exerce une profession déterminée dont il a pris lui-même la charge et qu'il a la prétention d'être apte à remplir. Il en est différemment du tuteur, dont au surplus les fonctions sont gratuites.

2° Qu'importe au reste l'analogie qui pourrait exister soit avec le père, soit avec un instituteur ? L'art. 1384 constitue une disposition exceptionnelle. Il édicte une présomption de faute à la charge de ceux qu'il déclare responsables. Or, n'est-il pas certain que les présomptions légales sont de droit étroit, et qu'il est impossible de les étendre d'un cas à un autre par voie d'analogie ?

On objecte qu'à l'égard du tuteur toute disposition nouvelle eût été inutile en présence des art. 450 et 468. Mais ces articles ne permettent nullement de conclure à la responsabilité de plein droit du tuteur. Si le législateur qui désirait édicter contre le père et la mère une présomption légale de faute, ne s'est pas contenté des art. 371 et suivants, s'il a cru devoir s'expliquer spécialement dans l'art. 1384, à plus forte raison les art. 450 et 468 sont-ils insuffisants pour engendrer contre le tuteur la même présomption légale.

3° L'argument tiré des lois spéciales sur la pêche

et la chasse, sur les délits ruraux et forestiers, doit être écarté, précisément parce qu'il s'agit de lois spéciales. On comprend que le tuteur soit en pareil cas déclaré responsable. Comme il profite le plus souvent du fait délictueux, le législateur suppose que le pupille l'a commis d'après son ordre. — Les mêmes lois rendent le mari responsable des délits de sa femme, et cependant l'on n'a jamais songé à en déduire que l'art. 1384 devait être appliqué d'une manière générale au mari.

4° L'opinion contraire invoque l'autorité de notre ancien droit. N'est-il pas précisément très caractéristique que l'art. 1384 ne parle pas du tuteur, alors que Pothier l'assimilait d'une manière complète au père et à la mère ?

Nous estimons donc que les rédacteurs du Code n'ont pas commis un oubli et qu'ils ont eu l'intention formelle d'écarter le tuteur. Peut-être l'enfant était-il déjà vicié au moment où le tuteur est entré en fonctions. Serait-il juste de le rendre responsable d'une éducation qui n'est pas son œuvre, alors surtout que la mission dont il se trouve investi est obligatoire en principe ? La tutelle est une charge suffisamment lourde. Nous croyons que le législateur n'a pas voulu la rendre plus onéreuse encore en plaçant le tuteur sous le coup d'une présomption légale de faute.

La solution que nous proposons d'admettre laisse d'ailleurs le tuteur sous l'empire du droit commun.

Il ne s'agit que d'un déplacement de la preuve. L'art. 1384 ne s'appliquera pas au tuteur. Mais en vertu des art. 1382 et 1383, il faudra qu'il répare le préjudice causé par le pupille, si la partie lésée parvient à démontrer que l'événement est la conséquence de sa faute. Dans le cas où cette preuve n'aurait pas été faite, il ne pourrait pas être déclaré responsable.

Les auteurs qui admettent la responsabilité de plein droit du tuteur déclarent que cette responsabilité atteint aussi le cotuteur, second mari de la mère, quand le conseil de famille a conservé à celle-ci la tutelle. Tous deux seraient alors solidairement responsables. Et la solution serait identique si la mère, n'ayant pas convoqué le conseil de famille, avait en fait conservé la tutelle dont, aux termes de l'art. 395, elle aurait été légalement déchue.

Nous estimons au contraire que l'art. 1384 doit être interprété d'une manière restrictive, et qu'il ne peut être étendu ni au tuteur, ni au cotuteur. Pour nous, la mère remariée sera seule présumée responsable. Il n'en sera pas de même du second mari. Mais comme fréquemment il arrive qu'il participe à l'éducation et à la surveillance des enfants du premier lit, il pourrait évidemment encourir une responsabilité personnelle en vertu des art. 1382 et 1383, et même être l'objet d'un recours de la mère.

Que faut-il décider à l'égard du tuteur d'un interdit ? M. Larombière n'hésite pas à dire qu'il est responsable de plein droit au même titre que les père et mère (1). Cela ne nous paraît pas admissible. Le plus souvent l'interdit est un majeur, et alors l'on s'écarterait des termes de l'art. 1384 qui vise uniquement les enfants mineurs, et lors même que, par exception, l'interdit serait mineur, le rôle que son tuteur exerce ne présente évidemment aucune similitude avec celui des père et mère.

Il n'est pas douteux également que l'art. 1384 reste inapplicable soit au subrogé tuteur, soit au conseil judiciaire, soit au curateur du mineur émancipé. Ceux qui l'interprètent d'une manière extensive le reconnaissent eux-mêmes.

La responsabilité légale dont sont tenus les père et mère ne passerait pas non plus aux autres membres de la famille, lors même qu'il s'agirait des parents les plus proches, des ascendants ou des frères et sœurs. On a vainement tenté de faire déclarer l'oncle et la tante de plein droit responsables du dommage causé par leur neveu ou nièce habitant avec eux. La Cour de cassation ne l'a pas admis, se contentant de répondre qu'ils n'étaient

(1) LAROMBIÈRE, art. 1384, n° 6. — Dans le même sens DALLOZ *Répert.* v° Responsabilité, n° 564.

pas compris dans la classe des personnes auxquelles le § 2 de l'art. 1384 impose la responsabilité civile du dommage causé par leurs enfants mineurs (1). Il ne peut y avoir contre eux qu'une responsabilité de fait en vertu des art. 1382 et 1383.

La même solution paraît s'imposer lorsqu'il s'agit de personnes étrangères à la famille qui se sont volontairement chargées de la garde d'un mineur. Il semble toutefois que la jurisprudence soit en sens contraire.

Une première décision a été rendue dans l'espèce suivante : Conformément à un usage qui existait alors en Alsace et en Lorraine, le sieur Huguenot, habitant la Lorraine, avait confié à la veuve Harnist, qui habitait l'Alsace, son fils mineur, pour qu'il apprît la langue allemande, tandis qu'en échange la veuve Harnist confiait elle-même son fils au sieur Huguenot, afin qu'il s'instruisit dans la langue française. Le fils Huguenot ayant commis un dommage pendant qu'il était sous la garde de la veuve Harnist, celle-ci fut poursuivie comme civilement responsable. La cour de Colmar, se basant sur les motifs suivants, accueillit la demande :

« Considérant... que l'intimée s'est volontairement chargée de la garde et surveillance du fils Huguenot ; que cette charge qu'elle s'est imposée constitue contre elle, en vertu de l'art. 1384 du Code civil,

(1) Cass. crim. 24 mai 1855. D. 55, 1, 426.

une obligation de responsabilité envers celui à qui le fils Huguenot a porté dommage ;

« Que cette mesure qui établit ainsi une action directe contre les maîtres et ceux qui se chargent de l'éducation et de l'instruction est d'ordre public ; qu'elle prémunit la société contre l'imprudence ou la négligence de ceux-ci, en les constituant les premiers garants des méfaits de ceux qu'ils reçoivent chez eux, disposition d'autant plus juste, qu'étant censés les connaître, ainsi que leur famille, ils peuvent plus facilement exercer un recours, s'ils y sont fondés, d'après les conventions qu'ils ont faites ; que l'intimée ne peut pas invoquer l'exception portée en cet article, puisqu'elle ne prouve pas et n'offre même pas de prouver qu'elle n'a pu empêcher les violences commises par le fils Huguenot : d'où il résulte que l'action en réparation ouverte contre elle est juste et régulière... (1) »

La décision de la Cour de Colmar peut sans doute s'expliquer par la mission spéciale dont avait été chargée la personne déclarée responsable, mission à raison de laquelle on a cru pouvoir l'assimiler à un instituteur.

Mais la même solution a été consacrée par un arrêt de la Chambre des requêtes du 22 juillet 1891 (2) au moins d'une manière implicite. Il s'agissait

(1) Colmar, 14 juin 1830, S. chr. D. 30, 2, 193.

(2) Cass. req. 22 juillet 1891. D. 92, 1, 5. *Pand. franç.* 92, 1, 145.

d'une femme commune en biens qui avait accepté, moyennant salaire, la garde d'un enfant. La Cour de cassation a déclaré responsables du préjudice causé par l'enfant non seulement la femme, mais encore le mari et la communauté. Elle semble bien admettre que la femme encourt de plein droit cette responsabilité, sans qu'il soit nécessaire d'établir qu'elle s'est personnellement rendue coupable d'une faute.

Quelques auteurs se sont prononcés dans le même sens. Sans doute, disent-ils, l'art. 1384 ne nomme pas spécialement parmi les personnes civilement responsables celles qui se chargent d'une manière permanente de la surveillance d'enfants. Mais il y a lieu de leur appliquer la règle générale établie par la première disposition de l'art. 1384 : « On est responsable non seulement du dommage que l'on cause par son propre fait, mais encore de celui qui est causé par le fait des personnes dont on doit répondre ». Les personnes dont on doit répondre sont certainement celles que l'on a sous sa garde.

Nous ne pensons pas que l'art. 1384 doive recevoir cette interprétation. Le législateur nous dit d'abord dans le § 1 qu'on est responsable du dommage causé par le fait des personnes dont on doit répondre. Mais quelles sont ces personnes ? Le législateur n'a pas entendu les désigner dans le § 1. C'est seulement dans les paragraphes qui suivent qu'il les détermine d'une manière précise, en déclarant civilement responsables les père et mère de leurs enfants

mineurs habitant avec eux, les maîtres et commettants de leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, les instituteurs et artisans de leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance.

Mais, ajoute-t-on, dans l'opinion contraire, ne peut-on tout au moins assimiler aux instituteurs les personnes qui acceptent la garde d'un enfant ? N'ont-elles pas, comme les instituteurs, en vertu d'une délégation de la puissance paternelle, la surveillance de l'enfant ?

On semble oublier, en raisonnant ainsi, que l'art. 1384 déroge au droit commun. En principe la faute du défendeur, en matière de quasi-délit, doit être prouvée. Par dérogation à ce principe, le législateur présume que certaines personnes ont dû commettre une faute lorsqu'un dommage a été causé par ceux dont elles doivent répondre. Ce sont des dispositions exceptionnelles qu'il est impossible d'étendre, fût-ce par voie d'analogie, en dehors des cas qu'elles visent spécialement.

Est-ce à dire que la personne gardienne de l'enfant n'en sera jamais responsable ? Évidemment non. Les tiers lésés pourront agir contre elle, mais ils ne seront pas dispensés de prouver sa faute.

Un arrêt de la Cour d'Agen du 16 mars 1872 (1) décide que le directeur d'un établissement d'aliénés

(1) D. 72, 2, 153 ; S. 73, 2, 113.

est responsable en vertu de l'art. 1384 des actes de l'aliéné majeur confié à sa garde. L'arrêt n'hésite pas à affirmer que cette responsabilité rentre dans les termes de l'art. 1384 et qu'elle résulte également de l'esprit de cette disposition. Nous estimons au contraire qu'il est impossible d'appliquer en pareil cas l'art. 1384. On ne peut pas même dire ici, comme on le fait pour le tuteur, que la situation du directeur d'un asile d'aliénés est analogue à celle des père et mère ou de l'instituteur. L'influence morale qu'il exerce est en effet des plus restreintes ; il n'a le plus souvent d'autre ressource qu'une surveillance purement matérielle pour empêcher les faits dommageables. Si l'on décide qu'il est de plein droit responsable de l'aliéné mineur, il faudra bien admettre la même solution pour l'aliéné majeur, puisqu'ils sont tous deux dans le même état. Et l'art. 1384 ne parle que des mineurs. Comme d'ailleurs aucun autre texte ne présume la faute du directeur d'asile, il faudrait, pour le rendre responsable, démontrer qu'il existe à sa charge une faute déterminée.

---



## CHAPITRE III

---

### CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ

---

La responsabilité civile des parents, lorsqu'ils n'ont pas personnellement participé au fait dommageable, se trouve subordonnée à deux conditions que la loi exige cumulativement. Il faut :

1° Que l'enfant soit mineur ;

2° qu'il habite avec ses parents.

C'est bien ce qui résulte du § 2 de l'art. 1384. « *Le père, et la mère après le décès du mari, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux.* »

Les parents ne sont donc pas tenus de la responsabilité de plein droit si leur enfant n'habite plus avec eux, bien qu'il soit mineur, et quand l'enfant devient majeur, leur responsabilité doit également cesser, lors même qu'il habiterait encore la maison paternelle.

## SECTION I

### *Minorité de l'enfant*

---

On comprend aisément que le législateur n'ait pas déclaré les parents responsables des actes dommageables qui peuvent être commis par leurs enfants majeurs. La responsabilité qui leur incombe est en effet fondée sur la puissance paternelle. Or l'enfant échappe à cette puissance à partir de sa majorité. Comme il est alors parfaitement libre de ses actions, lui seul doit en répondre. Peu importe qu'il ait ou non continué d'habiter avec ses parents.

Que faudra-t-il cependant décider au cas où les père et mère ont gardé auprès d'eux leur enfant majeur atteint d'aliénation mentale ? Devront-ils en répondre s'il vient à nuire aux tiers ?

Dans notre ancien droit, on s'accordait à adopter sur ce point les art. 150 et 151 de la coutume de Normandie, qui contenaient les dispositions suivantes :

« Les parents doivent être soigneux de faire mettre

en sûre garde ceux qui sont troublés d'entendement, pour éviter qu'ils ne fassent dommage à aucun. »

« Et où il n'aurait parents, les voisins seront tenus le dénoncer en justice, et cependant les garder ; et à faute de ce faire, les uns et les autres seront tenus civilement aux dommages-intérêts qui pourraient avenir. »

Dareau, commentant ces articles dans le Répertoire de Guyot, v<sup>o</sup> Blessé, s'exprime en ces termes : « C'est en effet un devoir de famille et d'humanité de prendre soin de ceux qui ont eu le malheur de tomber dans une aliénation d'esprit. Leurs proches parents, habiles à leur succéder, se rendent coupables tant envers la société qu'envers ces malheureux, lorsqu'ils les abandonnent et qu'il en résulte des accidents. Ainsi, les dispositions de la coutume de Normandie, ne portant rien à cet égard que de juste et raisonnable, on peut en faire l'application aux autres pays. »

Mais dans notre droit actuel, les articles de la coutume de Normandie que nous venons de citer ne sauraient évidemment s'appliquer. Comme le dit Merlin (1), ils ont été abrogés par l'art. 7 de la loi du 30 ventôse an XII, d'après lequel les coutumes cessent d'avoir force de loi dans les matières traitées par le Code civil. D'autre part, il semble bien difficile d'étendre l'art. 1384 au cas qui nous occupe. On

(1) *Répertoire*, v<sup>o</sup> Femme, n<sup>o</sup> 44.

pourrait, il est vrai, faire le raisonnement suivant : Le législateur a édicté dans l'intérêt des tiers la responsabilité civile des parents, parce qu'il a considéré leur surveillance comme indispensable à leurs enfants mineurs, ceux-ci n'ayant point une maturité d'esprit suffisante. Lorsqu'il s'agit d'un enfant majeur privé de sa raison, la surveillance des père et mère n'est-elle pas plus nécessaire encore ? Ne doivent-ils pas encourir, *a fortiori*, dans cette hypothèse, la responsabilité de plein droit ? — Il peut être regrettable qu'une telle solution n'ait pas été consacrée par la loi. Mais il est certain que l'art. 1384 n'édicte la responsabilité paternelle qu'à l'égard des enfants mineurs. Or, il s'agit d'une présomption de faute. Il est donc impossible d'appliquer cette présomption aux hypothèses qui n'ont pas été prévues par la loi d'une manière expresse. La responsabilité civile des parents est d'ailleurs fondée sur l'autorité légale qu'ils exercent et cette autorité disparaît au moment où l'enfant parvient à sa majorité.

Mais si l'art. 1384 reste inapplicable aux père et mère qui gardent avec eux leur enfant majeur atteint d'aliénation mentale, faut-il en conclure qu'ils sont affranchis de toute responsabilité à raison des dommages que cet enfant peut causer ? C'est un droit pour eux de provoquer son interdiction ou son placement dans une maison d'aliénés, mais il importe de remarquer qu'ils n'y sont point obligés par la loi. En effet, si le père, en vertu de l'art. 490 du Code civil,

est recevable à provoquer l'interdiction de l'insensé, c'est une simple faculté dont, si bon lui semble, il peut ne pas user. De même la loi du 30 juin 1838 permet au père, sans lui en faire une obligation, de demander l'internement de son fils aliéné. Seulement s'il se refuse à prendre ces mesures légales et préfère garder auprès de lui l'enfant, bien qu'il ait connaissance de son état mental, le père assume ainsi l'obligation de veiller sur ses actes et d'empêcher qu'ils nuisent aux tiers. Cette obligation, la loi l'admet d'ailleurs d'une manière implicite, car l'art. 475 § 7 du Code pénal prononce une amende contre ceux qui auraient laissé divaguer des fous ou des furieux étant sous leur garde. Or, il n'est pas douteux que le père qui conserve à son domicile un enfant majeur aliéné s'en constitue en fait le gardien. Il doit donc encourir la responsabilité de ses actes dommageables, sinon en vertu de l'art. 1384, du moins en vertu des art. 1382 et 1383. La partie lésée qui veut le rendre responsable doit alors démontrer que le fait se rattache à sa faute personnelle.

La jurisprudence est en général conforme aux principes que nous venons d'exposer. Le père est déclaré responsable quand, n'ignorant pas l'état de démence de son fils, il a omis de prendre les précautions nécessaires pour éviter l'acte dommageable. Les arrêts se fondent sur les articles 1382 et 1383. Mais ils décident avec raison que le fait de n'avoir pas provoqué l'interdiction ou l'internement de l'enfant

ne saurait par lui seul constituer une faute. Il faut, pour que la responsabilité du père soit engagée, que l'événement ait été le résultat de sa négligence ou de son imprudence (1).

Il existe cependant un cas où le père demeurerait responsable de plein droit de son enfant majeur. S'il avait pris à son égard la qualité de commettant, il serait alors responsable, conformément au § 3 de l'article 1384, du dommage occasionné par lui dans les travaux auxquels il l'aurait employé (2). Et l'alinéa final de l'article 1384 étant inapplicable aux commettants, on ne l'admettrait pas à combattre par la preuve contraire la présomption de faute à laquelle il serait soumis.

La loi exige simplement que le dommage ait été commis par un enfant mineur. Tous les auteurs décident qu'il n'y a pas lieu de rechercher s'il a agi avec ou sans discernement. Seul, Toullier déclare que la responsabilité du père ne saurait être engagée quand l'action n'est pas imputable à l'enfant. En

(1) Bruxelles, 3 juillet 1830. Dalloz, v° Responsabilité n° 49. — Caen, 2 décembre 1853. S. 54, 2, 386. D. 55, 2, 117. — Grenoble, 15 décembre 1859. D. 60, 2, 30. — Agen, 9 novembre 1864. S. 65, 2, 230. — Cass. 14 mai 1866. S. 66, 1, 237. D. 67, 1, 296. — Chambéry, 6 février 1874. S. 75, 2, 178. — Chambéry, 29 octobre 1889. S. 91, 2, 40. D. 90, 2, 302. — Trib. civ. de Corbeil, 4 avril 1895. *Gaz. Pal.* 95, 1, suppl. 32.

(2) Toulouse, 7 septembre 1822. S. chr.

pareil cas, dit-il, l'enfant qui n'avait pas conscience de ses actes n'a pu se rendre coupable ni d'un délit ni d'un quasi-délit. Le dommage qu'il a causé est, à son égard, considéré comme un cas fortuit. Il doit en être de même à l'égard du père, car la responsabilité civile n'est autre chose qu'un cautionnement légal et forcé. L'obligation de l'enfant est l'obligation principale, celle du père l'obligation accessoire. Ces deux obligations doivent nécessairement dépendre l'une de l'autre, et si l'enfant n'est pas obligé parce qu'il a agi sans discernement, l'obligation simplement accessoire du père ne doit pas non plus prendre naissance. Pour éviter la responsabilité, il suffira donc au père d'établir que son enfant n'était pas en âge de discernement, sauf au demandeur à faire rejeter cette excuse en prouvant la faute du père, conformément aux articles 1382 et 1383 (1).

L'erreur de Toullier est de considérer la responsabilité civile comme un véritable cautionnement, alors que l'obligation du père est au contraire nettement distincte de celle de l'enfant. C'est à raison de sa faute personnelle que le père est déclaré responsable et non pas comme garant d'une faute commise par l'enfant. Sa faute consiste à ne pas avoir empêché le dommage, alors qu'il était en son pouvoir de le faire. Il importe donc peu que l'enfant ait ou non commis une faute, puisque c'est la faute du père qu'il s'agit

(1) TOULLIER, t. XI, n<sup>os</sup> 270 et 271.

de réparer, et qu'elle ne dépend pas de celle de l'enfant. Est-il d'ailleurs logique d'exonérer les père et mère de toute responsabilité, précisément à l'époque où leur devoir de surveillance doit être plus strict, parce que l'enfant n'est pas encore capable de se rendre compte des actes nuisibles qu'il peut commettre ? Leur faute n'est-elle pas d'autant plus grave que l'enfant est plus inexpérimenté ? On est responsable du fait d'un animal ou d'une chose inanimée. Ne doit-on pas à plus forte raison répondre de l'enfant mineur qui n'a pas encore atteint l'âge de discernement ? L'article 1384 ne fait aucune distinction entre le cas où l'enfant s'est rendu coupable d'une faute et celui où il n'a pu en commettre aucune, et d'après les termes mêmes de cet article, il suffit qu'il y ait eu préjudice causé. Sans doute le père ne serait pas responsable si le dommage résultait d'un cas fortuit ou d'une faute de la partie lésée. Mais il doit répondre du simple fait de l'enfant. Peu importe que celui-ci soit ou non capable de discernement.

Il existe une controverse sur le point de savoir si la responsabilité de plein droit doit être admise au cas où les enfants mineurs sont émancipés.

Il est certain que l'on devrait répondre affirmativement si l'on s'en tenait au texte de l'art 1384, car cet article dispose que le père, et après son décès, la mère, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs habitant avec eux. L'enfant éman-

cipé reste toujours mineur. Donc l'art. 1384 doit continuer à s'appliquer aux père et mère, bien qu'ils aient émancipé leur enfant, tant qu'il n'est pas majeur. Mais on reconnaît qu'il est impossible d'adopter cette solution.

Voici quelle est l'opinion de la majorité des auteurs (1). Il faut nécessairement, déclarent-ils, distinguer entre les deux sortes d'émancipation, l'émancipation expresse et l'émancipation tacite. Il est inadmissible que la responsabilité continue d'incomber aux père et mère à raison de leur enfant mineur émancipé par le mariage. En effet, le fils mineur qui se marie, alors même qu'il continue d'habiter avec ses parents, devient chef de famille : il exerce à son tour la puissance maritale et la puissance paternelle. Et si c'est la fille qui se marie, comme elle est soumise à l'autorité maritale, elle cesse désormais d'être sous la dépendance de ses père et mère. Ceux-ci ne peuvent donc plus être rendus responsables après l'émancipation tacite de leur enfant, puisqu'ils n'ont plus sur lui ni droit de surveillance, ni droit d'éducation.

Quand, au contraire, il s'agit de l'émancipation expresse, de celle qui s'opère par une déclaration

(1) DURANTON, t. XIII, n° 715. — SOURDAT, t. II, n° 827. — MASSÉ et VERGÉ sur ZACHARIE, t. IV, art. 1384 n° 4. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384 n° 4. — MARCADÉ, t. V, art. 1384 n° 2. — AUBRY et RAU, t. IV, § 447, texte et notes 3 et 4. — COLMET DE SANTERRE, t. V, n° 365 bis II. — DEMOLOMBE, t. XXXI, nos 577 et 578.

devant le juge de paix, il n'est plus possible d'invoquer les mêmes raisons, et les parents doivent en pareil cas demeurer responsables. On fait remarquer que cette émancipation n'est ni dans sa cause, ni dans son but, aussi favorable que celle qui résulte du mariage, et l'on en conclut qu'elle ne saurait conférer aux parents les mêmes avantages (1). L'enfant émancipé d'une manière expresse qui continue d'habiter avec eux reste encore placé sous leur dépendance. Bien qu'ils n'exercent plus à proprement parler sur lui leur puissance légale, qui a disparu avec l'émancipation, ils n'en sont pas moins tenus de veiller sur ses actes, car en fait ils conservent à son égard leur autorité morale.

D'ailleurs, ajoute-t-on, n'est-il point équitable que les père et mère répondent du dommage occasionné par l'enfant mineur émancipé d'une manière expresse? L'événement ne vient-il pas précisément démontrer qu'à l'époque de son émancipation, l'enfant n'était pas complètement en état de se diriger lui-même?

La solution contraire permettrait aux parents d'éviter, par le moyen d'une émancipation calculée, les devoirs que leur impose la puissance paternelle, et d'échapper ainsi à la responsabilité qui en est la suite. Ils émanciperaient alors de préférence les enfants vicieux, pour se soustraire à une responsabilité qui leur paraîtrait gênante.

(1) LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 4.

Au reste, la volonté du législateur de distinguer entre les deux sortes d'émancipation s'est manifestée dans les lois spéciales sur la responsabilité civile. La loi des 28 septembre-6 octobre 1791 sur la police rurale, titre II, art. 7; l'art. 206 du Code forestier, et la loi du 3 mai 1844 sur la chasse, art. 28, déclarent en effet les père et mère responsables des délits et contraventions commis par leurs enfants mineurs demeurant avec eux et non mariés.

Cependant une autre doctrine qui nous semble préférable est soutenue par certains auteurs (1) qui se refusent à distinguer entre l'émancipation tacite et l'émancipation expresse et décident que, dans l'un et l'autre cas, l'art. 1384 cesse de s'appliquer. Si l'art. 1384 déclare le père responsable de plein droit, c'est parce qu'exerçant la puissance paternelle, il a le devoir légal de surveillance et d'éducation, c'est que la loi présume qu'il n'a point usé comme il aurait dû le faire de l'autorité légale dont il était investi. Comment cette présomption pourrait-elle subsister à sa charge à la suite d'une émancipation expresse ou tacite, puisque l'émancipation fait cesser son autorité légale ? Quand la puissance paternelle prend fin, la responsabilité de l'art. 1384 doit également disparaître. Or, il est certain que la puissance paternelle

(1) TOULLIER, t. XI, n° 277. — LAURENT, t. XX, n° 558. — HUC, t. VIII, n° 440, p. 584. — WILLEMS, Essai sur la resp. édictée par les art. 1382-1386 ; *Revue générale du droit, de la législ. et de la jurispr.* 1895, t. XIX, p. 520 et 521.

prend fin lors de l'émancipation, que l'émancipation soit expresse ou tacite, car l'art. 372 porte que l'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère jusqu'à sa majorité ou son émancipation. Dès l'instant que l'enfant mineur a été l'objet d'une émancipation même expresse, le père doit donc cesser d'en être civilement responsable. Il nous semble légitime d'admettre cette solution qui résulte du fondement même de la responsabilité paternelle.

Nous reconnaissons que l'on s'écarte ainsi du texte de l'art. 1384 : un enfant émancipé est toujours mineur ; or l'art. 1384 se sert uniquement des mots « enfants mineurs ». Mais ce reproche peut-il être fait par les partisans de l'opinion contraire ? Eux aussi, sans s'attacher à la lettre de la loi d'une manière plus exacte, font une distinction, puisqu'ils décident que la responsabilité cesse quand le mineur est émancipé par le mariage.

On objecte que si le père est dépourvu de sa puissance légale après l'émancipation, il lui reste tout au moins son autorité morale. La question est précisément de savoir si cette autorité morale suffit pour qu'en vertu de l'art. 1384 sa responsabilité soit engagée. Nous croyons qu'il n'en est rien. La présomption de faute édictée par cet article est uniquement fondée sur l'autorité légale du père. Or, après l'émancipation, le père n'a ni le devoir légal, ni même le moyen de faire surveiller son enfant, qui a le droit de se choisir un domicile séparé. Bien que l'au-

torité morale puisse survivre également à la majorité, on n'a jamais songé à soutenir que le père était responsable du dommage causé par ses enfants majeurs.

Cependant, déclare-t-on, on aboutit ainsi à une conséquence regrettable : le père va pouvoir s'affranchir volontairement de la responsabilité en émancipant l'enfant. L'inconvénient pourra en effet se réaliser quelquefois, mais il faut bien appliquer la loi telle qu'elle existe. C'est un droit pour les père et mère d'émanciper leur enfant dès qu'il a atteint l'âge requis. Et d'ailleurs, dans un grand nombre d'hypothèses, l'émancipation sera parfaitement légitime. Elle doit être, dans certaines situations spéciales, considérée comme un acte de bon père de famille.

On objecte encore que le père s'est certainement rendu coupable d'une faute en émancipant un enfant qui prouve par sa conduite qu'il n'était pas digne de cette faveur. On oublie, en raisonnant de la sorte, que l'acte de l'enfant ne constitue souvent qu'un simple quasi-délit d'imprudence, et qu'alors le père ne peut encourir aucun reproche. D'ailleurs, s'il n'en était pas ainsi, la partie lésée pourrait l'actionner en vertu des art. 1382 et 1383, et démontrer notamment que l'émancipation constituait de sa part un acte inconsideré (1).

(1) Dans notre ancienne jurisprudence, la coutume de Bretagne statuait expressément dans le sens de la doctrine que nous avons soutenue. Elle n'obligeait le père à réparer le dommage que tant que l'enfant était en son pouvoir.

## SECTION II

### *Habitation*

---

Pour que les père et mère soient responsables, il faut en second lieu, d'après l'art. 1384, que leurs enfants mineurs habitent avec eux. Bertrand de Greuille, rapporteur au Tribunat, en donne la raison suivante: « La garantie cesse, dit-il, si les enfants n'habitent pas la maison paternelle, parce que, hors de là, leur dépendance devient moins absolue, moins directe, l'exercice du pouvoir du père est moins assuré et sa surveillance presque illusoire (1). » La responsabilité étant fondée sur une présomption de négligence, il faut nécessairement, pour qu'elle existe, que le père ait été à même d'exercer la mission dont il était chargé. Aussi la loi suppose-t-elle qu'il ne lui a pas été possible d'empêcher le fait dommageable quand son enfant n'habitait plus avec lui. Mais évidemment, malgré cette circonstance, la

(1) Locré, t. XIII, com. VI, n° 40.

victime du dommage serait en droit d'établir que l'acte de l'enfant doit être imputé à la faute du père.

Le législateur, en se servant de l'expression « habitant avec eux », a voulu dire sans doute que les père et mère seraient responsables si l'enfant habitait la maison paternelle.

Peu importe que celui auquel incombent les devoirs de garde et d'éducation s'en trouve lui-même éloigné.

Il a été statué en ce sens dans l'espèce suivante :  
Le père exerçait aux environs de Mâcon la profession de médecin, et il avait loué dans cette ville un appartement où sa femme habitait avec son fils. La Cour de cassation a confirmé l'arrêt de la Cour de Dijon qui rendait le père responsable du dommage commis par l'enfant (1). Il est vrai que, dans une autre espèce, la Cour de Nîmes a mis le père hors de cause et a déclaré la mère responsable des enfants que son mari lui avait confiés depuis près de deux ans, tandis qu'il allait exercer un emploi dans une localité éloignée (2). Mais quand le père quitte ainsi volontairement son domicile, l'enfant n'en reste pas moins légalement domicilié chez lui. Aussi nous semble-t-il préférable de décider qu'en pareil cas sa responsa-

(1) Cass. 16 août 1841. S. 41, 1, 751. D. *Rép.* v° Responsabilité, n° 566.

(2) Nîmes, 20 mai 1858. S. 58, 2, 430. D. *Supp.* v° Responsabilité, n° 735.

bilité subsiste en principe. Il conserve d'ailleurs le droit, conformément au § 5 de l'article 1384, d'établir qu'il s'est trouvé dans l'impossibilité d'empêcher le fait dommageable, et si son éloignement était légitime, il pourra l'invoquer à l'appui de son excuse. Quant à la mère à laquelle il a délégué la surveillance de l'enfant, on ne pourrait la rendre responsable qu'à la condition de faire la preuve de sa faute personnelle.

Malgré les termes de l'article 1384, la responsabilité du père devrait être certainement maintenue si l'enfant avait cessé d'habiter avec lui sans un motif légitime.

Ainsi il est hors de doute que le père serait toujours responsable de son enfant mineur s'il l'avait laissé vivre en état de vagabondage (1). Sa responsabilité serait même alors aggravée. Il est tenu des devoirs de garde et de surveillance. Il ne doit lui être permis de s'y soustraire que dans l'intérêt de l'enfant.

D'après l'article 374, l'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père, si ce n'est pour enrôlement volontaire. Lors même qu'il aurait quitté la maison paternelle à l'insu de son père ou malgré sa défense, celui-ci resterait sous

(1) MASSÉ et VERGÉ sur Zachariæ, t. IV, art. 1384, note 3. — SOURDAT, t. II, n° 821. — LAROMBIÈRE, t. V, p. 738, art. 1384, n° 2. — AUBRY et RAU, t. IV, § 447, note 2. — LAURENT, t. XX, n° 360. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 580. — COLMET DE SANTERRE, t. V, n° 365 bis I.

le coup de l'article 1384. On devrait, au point de vue de la responsabilité, considérer l'enfant comme n'ayant jamais cessé d'habiter avec lui, car on serait en droit de lui reprocher son défaut de vigilance. Le dommage n'aurait sans doute pas eu lieu s'il avait empêché l'enfant d'abandonner son domicile et d'acquérir une indépendance à laquelle il ne pouvait pas encore prétendre.

Il faut, pour que la responsabilité de plein droit du père disparaisse, que son enfant mineur ait cessé d'habiter avec lui pour une cause légitime.

Cette condition se trouve certainement remplie quand l'enfant, ayant quitté la maison paternelle, habite chez l'une des personnes que l'article 1384 déclare responsables, lorsqu'il est placé à demeure comme domestique chez un maître, comme apprenti chez un artisan, comme élève chez un instituteur.

Il a été notamment plusieurs fois jugé qu'un père ne pouvait être rendu civilement responsable en vertu de l'article 1384 du dommage causé par son fils mineur dans la maison d'éducation où il l'avait placé en qualité de pensionnaire et qu'il ne pouvait être mis en cause qu'à titre d'administrateur légal des biens de son fils (1).

C'est alors en principe la personne désignée

(1) Aix, 17 décembre 1870, D. 72, 2, 131. — Besançon, 30 juillet 1884, S. 85, 2, 44. — Tribunal civil de la Seine, 25 avril 1894. *Pand. franç.* 1894, 2, 319.

comme responsable par l'article 1384 qui doit répondre de l'enfant placé chez elle à demeure. C'est elle en effet qui seule en a la surveillance en vertu d'une délégation de la puissance paternelle. Mais il ne faut pas en conclure qu'en pareil cas le père doit échapper à toute responsabilité, car l'événement peut avoir eu pour cause la mauvaise éducation qu'il a donné à l'enfant ou les mauvaises habitudes qu'il lui a laissé prendre. Il lui faudra réparer le préjudice si l'on établit que le fait incriminé est le résultat de sa faute (1). Spécialement lorsque l'enfant ne se trouve que depuis peu de temps chez l'instituteur ou l'artisan, il serait injuste qu'ils supportent les conséquences d'actes qui ne peuvent être attribués qu'aux vices de son caractère.

Dans les hypothèses que nous venons d'énumérer, la surveillance du père se trouvait remplacée par une autre surveillance légale, mais il peut en être autrement. Pour que la séparation d'habitation fasse cesser sa responsabilité, il n'est pas nécessaire qu'il ait placé l'enfant sous l'autorité d'une personne légalement responsable.

Ainsi l'art. 1384 doit cesser de s'appliquer au père quand son fils quitte la maison paternelle pour entrer au service militaire (2). Le Code civil avait

(1) En ce sens : Note sous Bordeaux 9 février 1839. S. 39, 2, 499. Note sous Aix, 11 juin 1839, S. 60, 2, 193.

(2) DUVERGIER sur TOULLIER, t. XI, n° 259. — AUBRY et RAU, t. IV, § 447. — SOURDAT, t. II, n° 821. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 585. — LAURENT, t. XX, n° 563.

autorisé l'enrôlement volontaire de l'enfant, même sans l'autorisation de son père, à partir de l'âge de dix-huit ans. Actuellement l'art. 59 de la loi du 15 juillet 1889 lui permet de s'engager à dix-huit ans dans l'armée de terre et à seize ans dans l'armée de mer, mais il doit être pourvu du consentement de ses parents, s'il est âgé de moins de vingt ans. Toutefois il pourrait arriver qu'en pareil cas la responsabilité paternelle soit exceptionnellement maintenue. Un père dont le fils faisait son service militaire a été déclaré responsable par un arrêt de la Cour de Colmar du 30 avril 1863 (1). Il s'agissait, il est vrai, d'une espèce toute spéciale : le fils était resté sous l'autorité de son père, colonel du régiment où il servait comme sous-officier.

La responsabilité de plein droit cesserait également dans le cas où, conformément à l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1889, le père, sans être déchu de la puissance paternelle, aurait placé l'enfant dans un établissement charitable ou chez un particulier qui en aurait accepté la charge. D'après l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1889, les tribunaux peuvent alors déléguer à l'Assistance publique les droits de puissance paternelle abandonnés par les parents et remettre l'exercice de ces droits à l'établissement ou au particulier gardien de l'enfant.

Les parents doivent-ils répondre du dommage

(1) Colmar 30 avril 1863, S. 63, 2, 136. D. 63, 2, 81.

causé par leur fils mineur qui termine ses études dans une ville où ils n'habitent pas eux-mêmes ? Remarquons que l'on ne peut songer à rendre responsables ni le doyen, ni les professeurs de la Faculté dont l'enfant suit les cours. Ils ne sont point chargés, comme l'instituteur, de la garde de ceux auxquels s'adresse leur enseignement. Comme le dit M. Demolombe, « c'est l'enseignement public, auquel tous ceux qui entrent dans l'amphithéâtre, quels qu'ils soient, mineurs ou majeurs, assistent également au même titre d'auditeurs en ce qui concerne le professeur personnellement (1) ». Aussi certains auteurs admettent que l'art. 1384 continue alors d'être applicable aux parents (2). Cette solution nous paraît inexacte, l'enfant ayant quitté la maison paternelle pour une cause légitime. Les parents doivent donc cesser d'être responsables de plein droit (3). Néanmoins ils seraient tenus de réparer le préjudice si la partie lésée, en vertu des art. 1382 et 1383, prouvait qu'ils ont agi d'une manière imprudente en accordant à l'enfant une liberté que son caractère rendait dangereuse.

Il faudrait, croyons-nous, décider de même si le père avait autorisé l'enfant, déjà parvenu à un certain

(1) DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 583.

(2) AUBRY et RAU, t. IV, § 447, note 2. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 584. — MOIZARD, thèse: *de la Responsabilité du fait d'autrui*, p. 117.

(3) SOURDAT, t. II, n° 821. — DALLOZ, Suppl., v° Responsabilité, n° 728.

âge, à résider dans une autre localité, afin de s'y créer un établissement.

Mais quand il s'agit d'un jeune enfant, le père ne peut échapper à sa responsabilité qu'en le confiant à demeure à l'une des personnes que l'art. 1384 déclare responsables, instituteur, artisan ou maître (1). Il devrait répondre de toute autre personne qu'il aurait chargée de sa surveillance. Comme le déclare un arrêt de la Cour de Dijon rendu en ce sens : « La force des choses conduit à interpréter dans un sens large les termes habitant avec eux employés par le législateur dans l'art. 1384, et à les appliquer au mineur que le père élève chez lui et qu'il aurait placé momentanément pour le distraire, chez un parent ou un ami (2). »

Nous avons dit que l'art. 1384 ne serait pas applicable au père si l'enfant, quittant la maison paternelle, allait habiter avec l'instituteur ou l'artisan, avec le maître ou commettant, chez lequel il a été placé.

Mais que faut-il décider quand l'enfant, tout en étant confié chaque jour pendant un certain temps à l'une de ces personnes, continue cependant d'habiter avec ses père et mère ?

En pareil cas presque tous les auteurs admettent que la responsabilité de plein droit des parents

(1) Il faut ajouter, comme nous l'avons dit plus haut, l'hypothèse prévue par l'art. 17 de la loi du 24 juillet 1889.

(2) Dijon, 19 janvier 1875. D. 76, 2, 70. S. 75, 2, 81.

disparaît tant que l'enfant se trouve sous la surveillance de l'instituteur, du maître ou du patron, et qu'elle renaît aussitôt que cette surveillance cesse (1).

N'est-il pas nécessaire en effet, dit-on, de concilier ainsi le § 2 de l'art. 1384 avec les § 3 et 4 du même article ?

D'après les § 3 et 4 : « Les maîtres et les commettants (sont responsables) du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés ;

« Les instituteurs et les artisans du dommage causé par leurs élèves et apprentis pendant le temps qu'ils sont sous leur surveillance. »

En édictant la responsabilité de l'instituteur, du maître et du patron pour les faits commis par l'enfant pendant le temps où ils en ont la surveillance, la loi entend certainement, durant cette période, leur transmettre la responsabilité du père, qui doit alors se trouver momentanément suspendue.

Toutefois, déclare-t-on, au cas où l'instituteur donnerait ses leçons dans la maison même du père, la surveillance et la responsabilité continueraient d'incomber à ce dernier, sauf son recours contre

(1) TOULLIER, t. XI, n° 263. — SOURDAT, t. II, nos 817, 818 et 820. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 581. — LAURENT, t. XX, n° 562. — Dans le même sens : Metz, 13 novembre 1833. S. 36, 2, 224. — Agen, 23 juin 1869. S. 69, 2, 253 ; D. 70, 2, 223. — Montpellier, 12 février 1887. S. 88, 2, 167. D. 88, 2, 49. — Paris, 17 janvier 1895. *Pand. franç.* 1895, II, 352.

l'instituteur s'il était démontré que le dommage lui est imputable (1).

MM. Aubry et Rau (2) enseignent une doctrine différente : suivant eux la responsabilité du père subsiste toutes les fois que l'enfant ne passe pas d'une manière plus ou moins permanente sous une autre autorité. Par exemple, le père demeure responsable et l'instituteur ne l'est pas, s'il ne donne des leçons à l'enfant que pendant une ou plusieurs heures par jour.

Nous croyons préférable de nous en tenir aux termes mêmes de l'art. 1384, § 2. La loi déclare les père et mère responsables de leur enfant mineur habitant avec eux. Elle édicte ensuite la responsabilité des instituteurs ou artisans et des maîtres et commettants. Mais rien n'indique que ces diverses responsabilités doivent mutuellement s'exclure. « Chacune de ces responsabilités, dit très justement M. Larombière, est sans doute attachée à l'existence de certaines conditions particulières ; mais ces conditions ne sont point telles qu'elles ne puissent exister qu'en excluant celles-là mêmes qui pourraient fonder une autre responsabilité civile (3). » Dès l'instant qu'il s'agit d'un enfant mineur habitant avec son père, il n'est pas douteux que les conditions de la responsabilité paternelle se trouvent parfaitement

(1) SOURDAT, t. II, nos 815 et 816. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 608.

(2) AUBRY et RAU, t. IV, § 447.

(3) LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 19.

remplies. Peu importe que, dans la journée, cet enfant travaille chez un patron, ou suive en qualité d'externe ou de demi-pensionnaire les cours d'un établissement d'instruction. On doit simplement en conclure que le patron ou l'instituteur sous la garde duquel l'enfant se trouvait au moment où s'est produit le dommage pourra être actionné par la partie lésée en même temps que les père et mère, dont la responsabilité subsiste (1). Et les juges auront alors le droit de répartir la condamnation suivant les torts qui seront imputables à chacun des défendeurs.

Nous reconnaissons d'ailleurs que très fréquemment les père et mère parviendront alors à se dégager de leur responsabilité, car en général il leur sera facile d'établir qu'ils n'ont pu empêcher le fait dont on se plaint. Tant que l'enfant est confié à l'une des personnes visées par l'art. 1384, ils n'ont évidemment ni le devoir ni le moyen de le surveiller. Ils ont donc seulement à prouver que le fait de l'enfant n'est point le résultat d'une éducation défectueuse.

---

(1) En ce sens : MASSÉ et VERGÉ sur ZACHARIE, t. IV, art. 1384, note 3. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 19. — Cass. 29 décembre 1831. S. 33, 1, 655. — Aix, 11 juin 1859. D. 59, 2, 195. S. 60, 2, 193. — Tribunal civil de la Seine 3 avril 1897. *Droit*, 28 avril 1897.

## CHAPITRE IV

---

### DE L'EXCUSE DU PÈRE

---

Le plus souvent quand l'enfant cause un préjudice aux tiers, ses parents ont négligé l'accomplissement de leurs devoirs de surveillance ou d'éducation. Toutefois, il est possible que le dommage se soit produit sans qu'ils aient été coupables d'une faute. Il serait alors contraire à la justice de les déclarer responsables. Sans doute ils ont le pouvoir de châtier leur enfant, mais il est des naturels sur lesquels les corrections ont bien peu de prise, et d'ailleurs l'enfant peut occasionner un accident malgré les précautions les plus strictes. Aussi la présomption de faute qui existe à leur encontre n'est-elle pas une présomption *juris et de jure*. C'est bien ce qui résulte de l'alinéa final de l'art. 1384, d'après lequel :  
« *La responsabilité ci-dessus a lieu, à moins que les*

*père et mère, instituteurs et artisans, ne prouvent qu'ils n'ont pu empêcher le fait qui donne lieu à cette responsabilité. »*

« Si les pères, mères, instituteurs ou artisans, déclare dans son rapport au Tribunat Bertrand de Greuille, parviennent à prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher le fait dont on se plaint, alors la garantie disparaît parce que l'impossibilité bien constante équivaut à la force majeure qui ne donne ouverture à aucune action au profit de celui qui en est la victime (1). » C'est en effet une règle générale d'équité qui s'impose. On ne saurait reprocher à quelqu'un de n'avoir point fait un acte lorsqu'il était dans l'impossibilité de l'accomplir. *Nullum crimen patitur is qui non prohibet quum prohibere non potest*, disait le jurisconsulte Paul (2).

Il est vrai que le législateur n'a pas rendu la disposition finale de l'art. 1384 applicable aux maîtres et aux commettants. Ceux-ci sont responsables des délits ou quasi-délits commis par leurs domestiques ou préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés, et ne sont point admis cependant à prouver qu'ils ont été dans l'impossibilité d'empêcher l'action dommageable. Mais, ainsi que le déclare Pothier, cela « a été établi pour rendre les maîtres attentifs à ne se servir que de bons domestiques » (3).

(1) LOCRÉ, t. XIII, com. VI, n° 13.

(2) *Dig*, liv. 50, tit. 17, loi 109.

(3) POTHIER, *Traité des Obligations*, n° 121.

Les parents au contraire n'ont pas le choix de leurs enfants et ils ne parviennent pas toujours, malgré leurs efforts, à les empêcher de nuire aux tiers.

Il suffit à la partie lésée d'établir l'existence du dommage. Le père doit faire la preuve de l'excuse, étant responsable en principe. La loi ne lui permet en effet d'échapper à la responsabilité qu'à la condition d'établir qu'il n'a pu empêcher le fait qui y donne lieu. Il invoque une exception à l'action dirigée contre lui. Or, *reus in excipiendo fit actor*.

D'ailleurs la preuve de l'excuse n'a pas été soumise à des règles spéciales. On doit appliquer les règles ordinaires admises en matière de preuve testimoniale. Les juges auraient donc le droit d'invoquer à l'appui de leur décision les présomptions graves, précises et concordantes qui pourraient exister dans la cause.

Le législateur nous indique ce que le père doit prouver pour éviter la responsabilité. Il doit prouver qu'il a été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage. Sur le principe il ne peut donc y avoir de doute. Toutefois il est assez difficile de déterminer d'une manière précise comment doit être entendue cette impossibilité qui constitue l'excuse.

Tout d'abord il est certain qu'il ne peut être question d'excuser le père quand l'événement a été précédé d'une faute de sa part sans laquelle il ne serait pas arrivé. Comme le dit Toullier : « La faute la plus légère suffirait pour faire rejeter l'excuse d'impossibilité. La loi ne peut balancer entre

celui qui a commis une faute, même légère, et celui qui en souffre sans en avoir commis aucune. Quiconque a causé ou occasionné du dommage doit le réparer (1). »

D'autre part on s'accorde généralement à ne pas exiger la preuve d'une impossibilité absolue. On reconnaît qu'une telle exigence serait excessive et qu'elle rendrait d'ailleurs presque illusoire l'exception au principe de la responsabilité. « Il y a, dit avec raison M. Laurent, une nuance entre le quasi-délit de l'art. 1383 et le quasi-délit de l'art. 1384 : celui qui répond de son propre fait ne peut pas se plaindre si on lui impute la moindre négligence, car il peut et doit veiller à ses actions. Il n'en est pas de même de celui qui répond du fait d'autrui : il faudrait une surveillance continue, de tous les instants, pour empêcher le fait de l'enfant ; cela est moralement impossible (2). » On ne saurait en effet déclarer le père responsable s'il n'y a pas de reproches suffisamment sérieux à lui faire. Il doit être excusé toutes les fois qu'il a convenablement rempli vis-à-vis de l'enfant les devoirs dont il était tenu, toutes les fois qu'il paraît résulter des circonstances que l'acte dommageable n'a point été causé par sa faute. S'il a accompli tout ce que l'on peut raisonnablement exiger de lui, s'il prouve que, loin d'abandonner

(1) TOULLIER, t. XI, n° 264.

(2) LAURENT, t. XX, n° 564.

l'enfant à lui-même, il a suffisamment dirigé sa conduite, et qu'il n'a pas été coupable de faiblesse à son égard, le dommage ne doit pas lui être imputé.

Pourtant, s'il ne faut pas apprécier l'excuse d'une manière trop sévère, il importe également d'éviter une trop grande indulgence. Ainsi la loi, en permettant au père de prouver qu'il n'a pu empêcher le fait, n'a certainement pas entendu dire que sa responsabilité prendrait fin par cela seul que le dommage aurait été commis hors de sa présence (1). Autrement le père ne serait presque jamais déclaré responsable, l'acte de l'enfant se produisant dans la majorité des cas à l'insu des parents et en leur absence. S'ils n'ont pas été présents au moment où s'est commis le dommage, cela ne prouve d'ailleurs nullement qu'ils aient été dans l'impossibilité de l'empêcher. Le fait n'aurait peut-être pas eu lieu si l'enfant avait reçu une éducation meilleure, et l'absence même des parents peut constituer une faute.

Quels sont donc les principes auxquels doivent s'attacher les tribunaux pour apprécier l'excuse ? Le père, croyons-nous, doit échapper à la responsabilité s'il démontre : 1° qu'il n'était pas en faute au

(1) DELVINCOURT, t. III, p. 455. — DURANTON, t. XIII, n° 718. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 24. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 586. — LAURENT, t. XX, n° 564. — WILLEMS, Essai sur la responsabilité civile édictée par les articles 1382-1386 du Code civil; *Revue générale du droit, de la législation et de la jurisprudence*, t. XIX, p. 522.

moment même de la perpétration de l'acte dommageable; 2° qu'il n'y a pas donné lieu par une négligence antérieure.

1° Il faut que les père et mère prouvent qu'au moment où l'acte s'est accompli, ils ont été dans l'impossibilité de l'éviter, et que cette impossibilité ne peut être imputée à leur défaut de surveillance.

Si le dommage s'est produit en leur absence, ils doivent démontrer qu'ils ont pu quitter leur enfant sans commettre une imprudence. Il faut bien entendu faire une distinction selon l'âge de l'enfant. On comprend facilement que la surveillance à laquelle les parents sont tenus, qu'ils l'exercent eux-mêmes ou qu'ils se voient dans l'obligation d'en charger autrui, doit être plus constante et plus assidue tant que l'enfant n'est pas encore complètement en âge de discernement. Néanmoins les tribunaux devront tenir compte des difficultés que les parents ont pu rencontrer dans leur tâche, suivant la condition sociale dans laquelle ils se trouvent. Il arrive d'ailleurs un âge où il est naturel que leur surveillance devienne moins rigoureuse et moins attentive, et où l'on ne saurait leur faire un grief de laisser à l'enfant une liberté relative.

Lors même qu'ils auraient été présents, ils peuvent avoir été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage. Paul cite le cas d'un père qui aurait assisté au délit, séparé par une rivière de l'endroit où il se commet-

taît (1). Le fait peut aussi s'être passé avec une rapidité telle qu'on n'aurait pu l'empêcher malgré la plus active surveillance.

2° Mais il ne suffit pas aux père et mère d'établir qu'ils n'étaient pas en faute au moment où l'acte dommageable s'accomplissait. Il faut en outre que l'impossibilité où ils se sont trouvés d'empêcher cet acte n'ait pas été le résultat d'une négligence antérieure de leur part. La responsabilité paternelle n'est pas en effet fondée seulement sur le devoir de surveillance dont les père et mère sont tenus, elle a aussi pour base leur devoir d'éducation. Aussi ne doit-on pas s'attacher uniquement à l'examen des circonstances matérielles dans lesquelles le dommage s'est produit. Il faut tenir compte également des causes qui peuvent se rattacher à l'ordre moral. Les parents doivent donc établir que l'éducation de l'enfant n'a pas été négligée, qu'ils ont exercé sur ses actes une surveillance aussi constante que possible, qu'ils ont usé de leur autorité pour réprimer ses mauvais penchants, qu'ils lui ont toujours donné l'exemple de la bonne conduite. Quand le caractère de l'enfant est exceptionnellement vicieux, il faut en outre qu'ils démontrent qu'ils ont pris à son égard des mesures de correction spéciales et sévères.

Remarquons d'ailleurs que si l'acte dommageable

(1) *Dig.* liv. 9, tit. 4, loi 4.

commis par l'enfant n'avait pas été intentionnel, s'il constituait un simple accident, le père n'aurait aucune preuve à fournir en ce qui concerne l'éducation. Il suffirait alors qu'on ne puisse lui reprocher un défaut de surveillance.

En résumé selon nous le père cesse d'être responsable s'il établit que le dommage n'a pas été occasionné par sa faute.

Suivant les circonstances qui varient nécessairement avec chaque cause, les tribunaux apprécieront si l'excuse doit être admise. « Ils peuvent, ainsi que le dit M. Larombière, tenir compte, en faveur de celui qui est poursuivi comme civilement responsable, de ses antécédents, de sa moralité, de sa bonne conduite ; des infirmités morales ou physiques qui gênent l'exercice de sa surveillance ou affaiblissent son autorité ; du caractère, des habitudes, de l'âge de l'auteur du fait ; des circonstances dans lesquelles il l'a commis ; de l'entraînement auquel il a cédé sous la pression d'un mouvement populaire ou sous l'empire d'une passion violente ou subite (1). » A cet égard leur décision échappe nécessairement à la censure de la Cour de cassation (2). Ils peuvent d'ailleurs refuser d'ordonner la preuve des faits que le père allègue pour se justifier s'ils ne leur paraissent pas pertinents (3).

(1) LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384, n° 24.

(2) Cass. 16 août 1844. S. 41, 1, 751. D. 41, 1, 342.

(3) Cass. 28 février 1843. S. 43, 1, 146. — Liège, 19 mars 1870. D. 70, 2, 207.

Nous croyons qu'il eût été préférable que le législateur déterminât lui-même les éléments qui constituent l'excuse, car la formule très large employée par la loi devait nécessairement occasionner dans l'application certaines difficultés.

Parfois l'excuse du père est trop facilement admise et les tribunaux se contentent de déclarer qu'il ne s'est rendu coupable d'aucun défaut de surveillance, sans examiner s'il a rempli tous les devoirs que l'autorité paternelle lui impose, et notamment s'il n'y a pas eu négligence de sa part dans la direction morale de l'enfant.

Ainsi la cour d'Angers, dans un arrêt du 25 avril 1818 (1), a déclaré un père non responsable des blessures causées par son fils dans une rixe, par ce seul motif qu'au moment où la rixe s'était produite, le père était dans sa demeure située à une distance d'une demi-lieue environ.

Un arrêt de la cour de Bruxelles (2) s'est également fondé sur une raison semblable : « Attendu, dit la Cour, que les faits posés par l'appelant, et non contredits par l'intimé, prouvent complètement que l'appelant n'a pu empêcher l'action illicite de son fils mineur, habitant avec lui, puisque lui, appelant, dans le temps où cette action fut commise, se trouvait dans une autre commune, à une grande distance de

(1) S. chr. D. *Rép.* v° Responsabilité, n° 577.

(2) Bruxelles 29 juin 1826, D. *Rép. eod. loc.*

son fils, et qu'il était ainsi dans l'impossibilité d'y avoir part ou de la prévenir en aucune manière. »

Nous estimons que, dans ces deux espèces, la preuve fournie par le père était insuffisante. Il ne s'agissait pas d'un simple accident. Le dommage commis par l'enfant résultait d'un acte illicite. On aurait dû se demander si le fait ne tenait pas à la mauvaise éducation donnée par le père à l'enfant.

Les tribunaux doivent, avons-nous dit, rejeter *de plano* l'excuse quand le fait a été précédé d'une faute du père sans laquelle il ne serait pas arrivé.

Cette faute peut consister en un défaut de surveillance.

Par exemple, dans l'arrêt qui suit, la cour de Liège refuse au père le droit d'invoquer l'excuse, parce qu'elle constate qu'il a commis une faute en négligeant la surveillance de l'enfant.

« La Cour,

« Attendu qu'il est établi que, le 30 mars 1868, vers sept heures du soir, Alphonse Knops, jouant à colin-maillard avec d'autres enfants sur la place publique de Saint-Trond, vint se jeter contre l'épouse Demarteau, qui se trouvait sur cette place avec l'intimée, Jeannette Schevenels ;

« Que l'épouse Demarteau, heurtée deux fois de suite par Alphonse Knops, lui donna un soufflet ; qu'enlevant alors le bandeau qui lui couvrait les yeux, Alphonse Knops demanda une pierre à Louis Ulens ;

que sur la réponse de celui-ci qu'il n'avait qu'à en ramasser une lui-même, Knops, persistant dans son intention méchante, malgré l'observation de son compagnon, chercha une pierre et la lança contre le groupe où se trouvait l'épouse Demarteau, atteignit Jeannette Schevenels au visage et lui fit une blessure qui a occasionné la perte de l'œil droit ;

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1384 Code civil, Knops père est responsable du dommage causé par son fils mineur habitant avec lui, à moins qu'il ne prouve qu'il a été dans l'impossibilité d'empêcher le fait à raison duquel il est actionné en justice ;

« Que cette impossibilité ne résulte pas de la seule circonstance que l'acte dommageable a été causé hors de la présence du père ; que l'appelant devait connaître le caractère de son fils, et a commis une faute en laissant jouer sur la place, sans surveillance aucune, un enfant capable de s'attaquer aux passants, comme l'a fait Alphonse Knops ;

« Attendu que la preuve subsidiairement offerte par l'appelant n'est pas relevante ;

« Qu'en effet, en supposant prouvées les allégations de l'appelant, il n'en faudrait pas moins reconnaître, en présence de l'accident du 30 mars, que ni les leçons, ni les exemples de Knops n'avaient eu sur son fils l'influence qu'il en attendait, que personne ne devait le savoir mieux que l'appelant et que, dès lors, il est en faute pour n'avoir pas mieux surveillé

Alphonse Knops et pour l'avoir laissé jouer là où il ne pouvait le lui permettre sans inconvénient (1). »

De même les père et mère ne peuvent se prévaloir de l'excuse quand le fait commis par l'enfant a été la conséquence de son éducation défectueuse.

C'est ainsi que la Cour de Bourges (2) a jugé qu'un père était civilement responsable de l'acte dommageable de son fils, parce que cet acte ne pouvait être attribué qu'au relâchement de la discipline domestique.

Un arrêt analogue a été rendu par la Cour de Bordeaux (3) : « Attendu qu'il y a relâchement de discipline domestique dans la maison de Boisrousseau ; que cela résulte des excès auxquels s'est livrée sa femme envers plusieurs enfants du village, lorsqu'ils passaient devant son domicile, en présence du prévenu et de ses autres enfants ; que cet exemple a pu les encourager aux excès commis par eux-mêmes sur les différents témoins qui en ont déposé, et notamment porter son fils, prévenu, aux violences graves causées par lui, et qui sont l'objet de la plainte ; que, dans ce cas, le père de famille est civilement responsable des conséquences de sa fai-

(1) Liège, 19 mars 1870. D. 70, 2, 207. Dans le même sens : Lyon, 30 mars 1854. S. 54, 2, 331 ; D. 55, 2, 4. — Rennes, 16 janvier 1862. D. Supp. v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 730-2<sup>o</sup>. — Lyon, 25 janvier 1882, *Gaz. Pal.* 1882, 2, 69. — Lyon, 16 janvier 1894. S. 94, 2, 176.

(2) Bourges, 9 mars 1821. S. chr. ; D. *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 579-1<sup>o</sup>.

(3) Bordeaux, 4<sup>er</sup> avril 1829. S. chr.

blesse et des mauvais exemples donnés ou tolérés dans sa maison. »

Citons encore un arrêt de la Cour de Limoges du 10 janvier 1894, confirmant le jugement suivant du Tribunal de Chambon :

« Attendu... que vainement Legrand père soutient que le crime du 10 août 1892 a été commis par son fils malgré la surveillance dont celui-ci était l'objet, et qu'ainsi il n'en est pas responsable ; qu'en effet, pour que le père soit dégagé de la responsabilité du dommage causé par son fils, il ne suffit pas qu'il ait exercé sur ce mineur une surveillance ordinaire ou même attentive ; qu'il faut en outre que le fait dommageable n'ait été précédé d'aucune faute, d'aucune négligence ou imprudence de la part du père ;

« Que le père doit être déclaré civilement responsable des réparations résultant d'un crime commis par son fils mineur, habitant avec lui, s'il est établi que, d'après sa conduite antérieure, il ne pouvait ignorer les débordements de ce fils et qu'il n'a pas usé cependant des moyens qui étaient en son pouvoir pour réprimer ses écarts, ses passions et ses vices (1). »

Il a même été jugé qu'un père devait répondre du crime commis par son fils, bien qu'au moment de ce crime il fût atteint d'une maladie mortelle qui le rendait incapable d'exercer sur ce fils une surveil-

(1) Limoges, 10 janvier 1894. D. 95, 2, 141 ; *Pand. franç.* 95, II, 203.

lance effective. Il était en effet démontré que préalablement il ne s'était pas suffisamment attaché à réprimer ses mauvais penchants (1).

Dans ces différentes espèces, dès l'instant qu'une faute existait à la charge du père, il ne pouvait être évidemment question de l'excuser.

Mais la Cour de Caen est allée beaucoup plus loin. Un fils âgé de dix-neuf ans avait reçu de son père l'autorisation d'aller chasser avec l'un de ses amis. Il atteignit celui-ci, au cours de la chasse, d'un coup de feu qui entraîna la perte de la vue. Le père prétendant qu'il avait été dans l'impossibilité d'empêcher le dommage, la Cour de Caen a refusé en ces termes d'admettre son excuse: « On dirait inutilement, dit la cour, qu'il n'y avait pas imprudence personnelle du père à permettre l'exercice de la chasse à son fils, alors âgé de dix-neuf ans : la loi n'exige pas qu'il y ait imprudence personnelle du père pour le rendre responsable ; par cela seul qu'il a autorisé ou même qu'il n'a pas empêché un fait quelconque, il s'expose à répondre du dommage que son fils peut causer à cette occasion par son imprudence, quoique le fait considéré en lui-même et la permission de l'exécuter puissent être à l'abri de tout reproche (2). »

Tel est aussile sentiment de MM. Aubry et Rau :  
« Les parents, disent-ils, lorsqu'ils ont autorisé le

(1) Cass. 29 mars 1827. S. chr.; D. 27, 1, 277.

(2) Caen, 2 juin 1840. S. 40, 2, 538. D. *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 580-1<sup>o</sup>.

fait à l'occasion duquel le dommage a été causé en sont responsables, bien que ce fait fût en soi irrépréhensible et qu'il n'y ait pas eu de leur part imprudence à l'autoriser (1). »

Si l'on approuvait une telle doctrine, le père n'échapperait presque jamais à la responsabilité. Dans la plupart des cas on rejetterait *de plano* l'excuse en alléguant que le père aurait empêché le dommage, s'il n'avait pas accordé à son fils l'autorisation à la suite de laquelle le fait s'est produit. Telle n'a pu être la pensée du législateur qui, tout en présumant la faute du père, entend certainement lui permettre de prouver qu'il n'en a point commis. Selon nous les tribunaux doivent nécessairement l'autoriser à faire cette preuve, toutes les fois qu'ils ne constatent pas qu'il a lui-même été la cause du dommage, et la permission qu'il peut avoir donnée à son fils, lorsqu'elle n'est pas imprudente, ne saurait constituer une fin de non-recevoir à l'excuse (2).

D'après la jurisprudence, conformément aux principes que nous avons exposés plus haut, quand le père de famille démontre que, dans la mesure où le lui permettait sa position sociale, il s'est attaché à surveiller les actes de l'enfant, qu'il s'est appliqué par ses préceptes et ses exemples à le diriger vers le

(1) AUBRY et RAU, t. IV, § 447.

(2) En ce sens : Nancy, 8 août 1874. S. 74, 2, 301. D. 75, 2, 208 — Tribunal civil de Périgueux, 14 mars 1889. *Droit*, 20 mars 1889.

bien, en un mot lorsqu'il établit qu'il a pris toutes les précautions nécessaires pour éviter l'acte dommageable, cet acte ne doit pas lui être imputé.

Citons à titre d'exemple un jugement du tribunal d'Arras du 6 avril 1887: « Le Tribunal,

« Attendu que Clément et Henri Muchembled, fils mineurs des deux défendeurs, ont été condamnés par la Cour d'assises de Saint-Omer, le 18 octobre 1886, chacun en quinze années de travaux forcés, l'un pour avoir assassiné Maria Ledent, fille du demandeur, l'autre pour complicité de ce crime; qu'ils ont, en outre, été condamnés solidairement en 4.000 francs de dommages-intérêts envers le dit demandeur; que la question actuellement soumise au tribunal est celle de savoir si les défendeurs doivent être déclarés civilement responsables de cette dernière condamnation.

« Attendu qu'aux termes de l'art. 1384 du Code civil, le père est responsable du dommage causé par ses enfants mineurs habitant avec lui, à moins qu'il ne prouve qu'il n'a pu empêcher le fait qui donne lieu à la responsabilité.

« Attendu qu'il ne saurait suffire pour le père de justifier d'un empêchement matériel; qu'il est, au contraire, universellement admis, en doctrine et en jurisprudence, que sa responsabilité ne cesse qu'au cas où le fait dommageable ne peut être attribué à un défaut de surveillance de sa part, ni même à une négligence dans l'accomplissement des devoirs

d'éducation morale dont il est tenu envers ses enfants.

« Attendu que les condamnés demeuraient avec les défenseurs, mais que ces derniers n'étaient pas sur les lieux du crime au moment où il a été commis et qu'ils ont ignoré sa préparation.

« Attendu, d'autre part, que ce crime a été exécuté le 21 mai vers huit heures du soir, au moment où les ouvriers des champs quittaient à peine leur travail; qu'il était donc absolument conforme à l'usage et aux habitudes de la campagne que les deux mineurs Muchembled, âgés de dix-sept ans, ne fussent pas de retour au domicile paternel; que si surtout on tient compte du milieu auquel ils appartenaient, on ne saurait faire grief à leurs parents de leur avoir laissé une liberté à peine égale à celle dont jouissent; le plus souvent, les enfants du même âge dans des familles plus fortunées et dans une situation sociale plus élevée.

« Attendu en outre que les mêmes mineurs avaient reçu l'un et l'autre une instruction et une éducation en rapport avec leur position; qu'il ne leur avait été donné dans l'intérieur de la famille ni mauvais exemples, ni mauvais conseils; qu'ils avaient fréquenté l'école pendant plusieurs années; que Henri y avait même obtenu des succès qui avaient appelé spécialement sur lui l'attention et la bienveillance de son maître; que rien dans leurs allures ni dans leurs habitudes extérieures n'était de nature à faire sup-

poser qu'ils allaient devenir des criminels ; que s'ils ont froidement conçu et exécuté leur forfait, leur projet ne s'était révélé ni par une parole, ni par une démarche compromettantes, pouvant éveiller l'attention de leurs parents ; qu'ils semblent, il est vrai, avoir obéi à une exaltation d'esprit produite par la lecture de certains livres ; mais que ces livres n'avaient, en eux-mêmes, rien de dangereux ; qu'ils faisaient d'ailleurs partie de la bibliothèque scolaire organisée et surveillée par l'autorité ; que les défenseurs, incapables, au surplus, d'en juger le caractère et la portée, ne devaient donc pas penser à les interdire ;

« Attendu que, de tout ce qui précède, il résulte qu'aucun reproche ne semble pouvoir être fait aux dits défenseurs et qu'il échet, par suite, de les considérer comme n'ayant pu empêcher le crime (1). »

*Décret de 1811.* — Les instituteurs et artisans, de même que les père et mère, peuvent s'exonérer de leur responsabilité s'ils démontrent, conformément au § 5 de l'article 1384, qu'ils n'ont pu empêcher le fait dont on se plaint.

Cependant l'article 79 du décret impérial du 15 novembre 1811 sur le régime de l'Université vient

(1) Tribunal civil d'Arras 6 avril 1887. *Gaz. Trib.* 9 octobre 1887. — V. aussi notamment : Trib. civ. de Cambrai 4 décembre 1885. *Loi* 13 avril 1886. — Douai 7 novembre 1893. S. 94, 2, 161. D. 94, 2, 159. — Trib. civ. de Beauvais 3 juin 1898. *Gaz. Pal.* 1898, p. 764.

apporter une dérogation à ce principe, soit à l'égard des père et mère, soit à l'égard de l'instituteur.

Cet article est ainsi conçu : « Pour les délits commis par les élèves au dehors, dans les sorties et promenades faites en commun, la partie lésée conservera le droit de poursuivre, si elle le veut, ses réparations par les voies ordinaires : dans tous les cas, l'action sera dirigée contre le chef de l'établissement auquel l'élève appartiendra, lequel chef sera civilement responsable, sauf son recours contre les pères et mères ou tuteurs, en établissant qu'il n'a pas dépendu des maîtres de prévenir ni d'empêcher le délit. »

Cette disposition ne peut évidemment se concilier avec l'article 1384.

1° Contrairement à l'article 1384, le maître est déclaré responsable vis-à-vis de la partie lésée, lors même qu'il n'a pu empêcher le dommage. Il en est nécessairement ainsi, car si l'article 1384 continuait à s'appliquer, le maître qui a établi l'impossibilité où il s'est trouvé d'empêcher le fait n'aurait pas de recours à exercer, car il n'aurait subi aucune condamnation.

2° Toutes les fois qu'il n'a pas dépendu des maîtres de prévenir ni d'empêcher le délit, leur recours est assuré contre les parents, qui cessent de bénéficier de l'excuse.

On a tenté de justifier ce décret en disant qu'il était nécessaire d'imposer aux maîtres une surveil-

lance toute spéciale pendant les sorties et promenades en commun des élèves (1). On pourrait peut-être supposer avec plus de raison que les contradictions qu'il présente avec l'article 1384 n'ont pas été volontaires et sont dues simplement à une erreur de rédaction. Les conséquences que ce texte entraîne ont paru à presque tous les auteurs si exorbitantes qu'ils n'hésitent pas à le déclarer absolument inapplicable (2).

(1) DALLOZ, *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 570.

(2) TOULLIER, t. XI, n<sup>o</sup> 266. — SOURDAT, t. II, n<sup>o</sup> 819. — DEMOLOMBÉ, t. XXXI, n<sup>o</sup> 609.

---

# CHAPITRE V

---

## ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ ET RECOURS DU PÈRE

---

### SECTION I

#### *Étendue de la responsabilité*

---

§ 1. — *Quels sont les faits dont les père et mère doivent répondre ?*

D'après l'article 1384, ils sont responsables du dommage commis par leurs enfants mineurs.

Peu importe donc la nature de l'acte commis par l'enfant, pourvu qu'il soit dommageable. Par suite la responsabilité des père et mère est générale et peut s'appliquer :

a) Aux infractions de droit criminel, lors même qu'elles sont prévues par une loi spéciale. La Cour de cassation a décidé dans un arrêt du 20 décem-

bre 1834 (1) que le fait par un fils mineur d'établir une voiture publique sans employer les chevaux de la poste, constituant une infraction d'après la loi du 15 ventôse an XIII, le père devait en être rendu civilement responsable. Elle a statué de même en ce qui concerne les délits de chasse et de braconnage ;

b) A tous les quasi-délits et délits civils, quels qu'ils soient. Ainsi la jurisprudence n'a pas hésité à déclarer les parents civilement responsables de la séduction dont leur fils avait été l'auteur (2) ;

c) Aux faits mêmes qui ne constituent ni un délit, ni un quasi-délit (3).

D'autre part il est certain que l'obligation du père ne saurait être restreinte sous prétexte que le fils était son préposé. Il doit encourir alors la responsabilité à la fois en qualité de père et en celle de commettant. Comme il reste tenu de la responsabilité paternelle, il alléguerait donc vainement que le fait a été commis par l'enfant en dehors des fonctions auxquelles il l'avait employé. Sa responsabilité serait même aggravée si le fait s'était produit dans l'exercice de ces fonctions. Il ne pourrait en effet démontrer qu'il se trouvait dans l'impossibilité de le

(1) D. 35, 1, 247.

(2) Toulouse, 28 novembre 1864. D. *Supp.* v° Responsabilité, n° 205. — Tribunal civil de la Seine, 5 février 1897. *Droit*, 24 février 1897. — Riom, 6 juillet 1898. *Loi*, 19 septembre 1898.

(3) Lyon, 30 mars 1854. S. 54, 2, 331. D. 55, 2, 1. — Nîmes, 13 mars 1855. S. 55, 2, 384. D. 55, 2, 161.

prévenir, cette excuse n'étant pas admise en faveur des commettants.

§ 2. — *De quelles condamnations les père et mère sont-ils responsables ?*

La responsabilité à raison du fait d'autrui consiste, d'après l'art. 1384, dans la réparation du dommage. Ce n'est donc qu'une responsabilité purement civile ; elle ne présente aucun caractère pénal.

Les père et mère seront donc tenus des restitutions et dommages-intérêts dus à la partie lésée et même des frais occasionnés par les poursuites intentées soit contre eux-mêmes, soit contre l'enfant. La partie lésée doit être indemnisée de tout le dommage qu'elle a subi, et ce résultat ne serait évidemment pas atteint si on laissait à sa charge une part quelconque des frais.

Lorsqu'il s'agit d'un délit pénal, la responsabilité s'étend également aux frais de la poursuite criminelle. C'est ce que décide expressément l'art. 194 du Code d'instruction criminelle, d'après lequel « Tout jugement de condamnation rendu contre le prévenu et contre les personnes civilement responsables du délit, ou contre la partie civile, les condamnera aux frais, même envers la partie publique. » Ces frais constituent un dommage occasionné à l'État par l'auteur du fait. Il est donc naturel que les personnes civilement responsables en doivent la réparation. Et l'on admet avec raison que les père et mère peuvent être

condamnés aux frais envers l'État, sans qu'une condamnation à des dommages-intérêts soit intervenue contre eux, et lors même qu'il n'y aurait pas eu de partie civile en cause (1).

Mais la négligence réelle ou présumée des personnes déclarées responsables n'équivaut pas à une participation directe à l'infraction. Si l'auteur du délit est frappé d'une peine proprement dite, cette peine lui restera personnelle; elle ne sera pas étendue à la personne civilement responsable.

La jurisprudence a fait l'application de ce principe au père, en décidant qu'il ne pouvait être condamné à l'amende à raison du délit commis par son fils (2).

En ce qui regarde les amendes fiscales prononcées en matière de douanes, de contributions indirectes et d'octroi, la question est pourtant controversée. D'après l'art. 20, titre 13, de la loi des 6-22 août 1791 sur les douanes: « Les propriétaires des marchandises seront responsables civilement du fait de leurs facteurs, agents, serviteurs et domestiques, en ce qui concerne les droits, confiscations, amendes, et dépens ». Et l'on rencontre une disposition analogue dans l'art. 35 du décret du 1<sup>er</sup> germinal an XIII sur les droits réunis. La jurisprudence estime que l'amende, sans perdre alors son caractère de peine, constitue en même temps une réparation du préju-

(1) Metz, 29 janvier 1827. D. *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 521.

(2) Cass., 29 février 1828. D. *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 506. — Cass., 7 juillet 1854. D. 71, 5, 340. — Cass., 24 mars 1881. D. 81, 4, 391.

dice causé à l'État. Elle en conclut que toutes les personnes civilement responsables du fait d'autrui sont tenues de ces amendes — et en conséquence elle décide que les père et mère doivent en répondre, bien que les lois fiscales ne se soient pas expressément prononcées en ce qui les concerne. Cette jurisprudence est approuvée par certains auteurs (1). Mais elle aboutit à des conséquences qui ont paru contradictoires à la majorité de la doctrine. La plupart des auteurs, trouvant incompatibles les deux caractères de réparation civile et de peine, estiment avec raison, croyons-nous, que la responsabilité des propriétaires de marchandises en matière fiscale s'explique par leur participation directe au délit. Ils ont commis une faute en ne surveillant pas leurs agents, et cette faute est d'autant plus grave qu'ils doivent en tirer profit. La loi édicte à leur encontre une présomption légale de complicité, mais elle n'a pas entendu déroger au principe de la personnalité des peines. Il faudrait donc un texte précis pour rendre les père et mère responsables des amendes dont il s'agit, et ce texte fait défaut (2).

La responsabilité civile ne comprend pas non plus la confiscation qui est une peine, aux termes de l'art. 44 du Code pénal. La Cour de Grenoble avait

(1) Not. BLANCHE, *Études pratiques sur le Code pénal*, t. I, n° 295 et 296.

(2) SOURDAT, t. II, n° 778, et S. — GARRAUD, *Droit pénal français*, t. I, n° 354.

cependant décidé, en matière de chasse, que la confiscation des armes, ou à défaut le paiement de leur valeur, constituait une réparation civile, et que par suite le père devait en répondre (1), mais elle a bientôt renoncé à cette solution (2).

Il n'est pas douteux d'autre part que la responsabilité s'étend à tout le dommage causé par l'enfant, lors même que ce dommage excéderait la fortune du père. On avait proposé, dans notre ancien droit, de limiter la responsabilité à la portion héréditaire de l'enfant, afin que toute la famille ne fût pas ruinée par la faute d'un seul. Mais l'art. 1384 n'admet pas cette restriction. Le père, comme nous l'avons déjà fait remarquer, est présumé responsable, non pas comme garant d'une faute de l'enfant, mais à raison de sa faute personnelle. Il n'y a donc rien d'injuste à ce qu'il soit obligé de réparer la totalité du dommage.

(1) Grenoble, 20 décembre 1848. S. 49, 1, 665, et 8 mars 1849. S. 50, 2, 229.

(2) Grenoble, 6 février 1850. S. 50, 2, 230.

---

## SECTION II

### *Recours du père*

---

Le père qui a été condamné comme civilement responsable à raison d'un acte dommageable commis par son enfant a-t-il le droit d'exercer un recours contre lui ?

Quand l'enfant est incapable de discernement, soit parce qu'il est encore en bas âge, soit parce qu'étant plus âgé, son intelligence ne s'est pas normalement développée, il n'est pas personnellement obligé envers la victime du dommage et ses parents peuvent seuls être poursuivis. Il est bien certain qu'en pareil cas cet enfant, qui n'est point susceptible d'encourir une condamnation directe, ne peut à plus forte raison être l'objet d'un recours de la part de ses père et mère.

Mais supposons au contraire qu'il s'agit d'un enfant en état de discernement, et par conséquent capable de répondre de ses actes. Le père condamné à réparer le dommage devra-t-il supporter d'une façon définitive cette condamnation ?

Non, disent la plupart des auteurs. La responsabilité civile a été établie dans l'intérêt des tiers et non dans l'intérêt de l'enfant. Afin de garantir la réparation du dommage, le législateur a autorisé la partie lésée à s'adresser à la personne civilement responsable, mais l'auteur du délit ou du quasi-délit n'en reste pas moins le débiteur principal. L'enfant capable de discernement est donc personnellement responsable envers ses père et mère qui sont en droit d'intenter contre lui une action récursoire. Cette action repose sur un principe de droit commun. Elle est même consacrée d'une manière expresse par les lois spéciales sur la responsabilité civile (art. 206 du Code forestier; art. 74 de la loi du 15 avril 1829; art. 28 de la loi du 3 mai 1844).

D'ailleurs, ajoute-t-on, à moins que le père n'ait participé lui-même au délit ou au quasi-délit, le recours existe pour la totalité de la somme à laquelle il a été condamné (1). « Les tribunaux, dit notamment M. Larombière, ne peuvent laisser à la charge de la la personne civilement responsable une partie quelconque de ce qu'elle a été obligée de payer à partie lésée ». « Comme obligé principal, dit-il encore, l'auteur du délit doit subir dans toute sa rigueur le recours en garantie auquel il s'est exposé par son fait. »

(1) TOULLIER, t. XI, n° 271. — DURANTON, t. XIII, n° 717. — SOURDAT t. II, n° 840. — LAROMBIÈRE, t. V, art. 1384 n° 43. — AUBRY et RAU, t. IV, § 447. — MARCADÉ, t. V, art. 1384 n° 4. — DEMOLOMBE, t. XXXI, n° 596. — LAURENT, t. XX, n° 622.

Ce recours pourrait être exercé par le père de son vivant en portant à son compte de tutelle ou d'administration légale la somme qu'il a payée ; sinon les cohéritiers de l'enfant auraient le droit d'exiger le rapport de cette somme lors de l'ouverture de la succession du père.

On a cependant prétendu qu'il n'était pas possible d'accorder au père un recours contre son enfant (1).

On dit : Puisque la loi déclare le père responsable, n'est-il pas rationnel qu'il supporte définitivement toutes les conséquences du fait dommageable qu'il a laissé commettre ? En réalité c'est bien sa dette personnelle qu'il acquitte, car s'il est condamné, c'est qu'il n'a pu ruiner la présomption de faute à laquelle il était soumis, c'est qu'il n'a point rempli comme il aurait dû le faire les devoirs de la puissance paternelle, soit qu'il ait donné à l'enfant une éducation mauvaise, soit qu'il n'ait point exercé sur lui une surveillance suffisante. Sa responsabilité étant ainsi engagée vis-à-vis des tiers, elle doit l'être bien davantage encore vis-à-vis de l'enfant, car l'enfant n'est que l'agent du dommage, le père en est le véritable auteur.

Il est vrai, ajoute-t-on, que le recours est réservé aux personnes civilement responsables par quelques lois spéciales. Mais ces dispositions, précisément à raison de leur caractère exceptionnel, ne sauraient

(1) Lor, thèse, *Responsabilité du fait d'autrui*, p. 165 et 166.

être généralisées. D'ailleurs l'une de ces lois, celle des 28 septembre-6 octobre 1791, titre 2, art. 7 et 8, paraît bien impliquer l'inexistence du recours du père :

« Les maris, pères, mères, tuteurs, maîtres, entrepreneurs de toute espèce, déclare l'article 7, seront civilement responsables des délits commis par leurs femmes et enfants, pupilles, mineurs n'ayant pas plus de vingt ans et non mariés, domestiques, ouvriers et autres subordonnés. »

Et l'article 8 ajoute : « Les domestiques, ouvriers, voituriers et autres subordonnés, seront à leur tour responsables de leurs délits envers ceux qui les emploient. »

La loi ne mentionne pas les enfants parmi les personnes contre lesquelles le recours peut s'exercer.

Nous ne croyons pas cependant que cette doctrine soit fondée.

On dit que la faute constatée chez les père et mère déclarés responsables existe tout aussi bien à l'égard des enfants qu'à l'égard des tiers. Mais, comme nous l'avons vu, la question de savoir si les parents sont en droit d'exercer un recours ne se pose que dans le cas où l'enfant a pu être l'objet d'une condamnation. Comme alors il a commis lui-même un délit ou un quasi-délit, on ne voit pas en quoi la culpabilité de ses parents ferait obstacle à la sienne. La responsabilité du père et celle de l'enfant résultent d'éléments qui leur sont personnels ; l'une n'exclut pas l'autre.

Sans doute la loi des 28 septembre-6 octobre 1791

a consacré le recours des maîtres et entrepreneurs et n'a point parlé de celui des parents. Mais faut-il en conclure que ce recours n'existe pas ? Les lois spéciales postérieures l'ont accordé aux père et mère aussi bien qu'aux autres personnes civilement responsables, et lorsque l'on prétend qu'il s'agit dans ces lois d'une exception, on est dans l'impossibilité d'expliquer sur quels motifs elle se fonde. Nous croyons donc que les lois qui admettent le recours se bornent à faire l'application d'un principe général.

On arriverait, s'il en était autrement, à des conséquences singulières. Quand l'enfant aurait commis un délit prévu par l'une de ces lois, le père aurait droit au recours ; s'il n'existait au contraire aucun élément délictueux, si le fait ne constituait qu'un simple quasi-délit civil, le recours cesserait de lui appartenir. D'autre part on aboutirait à traiter la personne civilement responsable plus défavorablement qu'un complice. Un complice aurait droit au recours à concurrence de la somme mise par le juge à la charge de l'enfant, alors que le père, qui peut-être ne s'est rendu coupable que d'un défaut de surveillance, se verrait dans l'obligation de supporter d'une façon définitive la condamnation qui ne le frappe que comme civilement responsable. On en arriverait aussi à faire dépendre la situation du père du parti que prendrait la victime du dommage : si elle ne s'adressait qu'à l'enfant, le

père resterait complètement indemne; si elle ne poursuivait que le père, celui-ci aurait seul la charge de la réparation.

Il nous semble d'ailleurs que l'article 1310 implique l'existence du recours. D'après cet article : « Le mineur n'est point restituable contre les obligations résultant de son délit ou quasi-délit ». L'enfant étant en général soumis à la puissance paternelle et ne possédant aucun bien, la partie lésée a le plus souvent intérêt, lorsqu'il occasionne un dommage, à s'attaquer directement au père et à faire exécuter contre lui la condamnation. Si donc l'on n'accordait au père aucun recours, l'enfant, malgré la généralité des termes de l'article 1310, ne serait presque jamais responsable.

Mais dans quelle mesure le recours peut-il se produire?

On décide généralement qu'il a lieu pour l'intégralité de la somme versée par le père. Cependant cette solution ne nous paraît pas équitable. La situation de l'auteur du fait et de la personne civilement responsable ressemble à celle des coauteurs d'un acte délictueux. Or, lorsqu'une condamnation prononcée contre tous les délinquants est exécutée contre un seul d'entre eux, son recours s'exerce dans les limites de la répartition fixée par le juge. La même décision pourrait être admise ici. L'enfant est responsable parce qu'il a causé le dommage, le père parce qu'il ne l'a pas empêché. Les tribunaux apprécieraient

suivant les circonstances la gravité de chacune de ces fautes et répartiraient en conséquence les dommages-intérêts (1).

(1) Comp. Poitiers, 6 janvier 1838. D. *Rép.* v<sup>o</sup> Responsabilité, n<sup>o</sup> 525.

*Vu :*

LE DOYEN DE LA FACULTÉ,  
PRÉSIDENT DE LA THÈSE,]

E. CAILLEMER.

*Permis d'imprimer :*

LE RECTEUR DE L'ACADÉMIE,

G. COMPAYRÉ.

---



# TABLE DES MATIÈRES

---

|                                                             |   |
|-------------------------------------------------------------|---|
| INTRODUCTION. — Notions sur la Responsabilité civile. . . . | 4 |
|-------------------------------------------------------------|---|

## CHAPITRE PREMIER

|                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------|----|
| HISTORIQUE ET FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DES PÈRE ET MÈRE | 13 |
| <i>Section I.</i> — Historique. . . . .                       | 13 |
| § 1. — Droit romain. . . . .                                  | 13 |
| § 2. — Ancien Droit. . . . .                                  | 16 |
| <i>Section II.</i> — Fondement de la Responsabilité . . . . . | 24 |

## CHAPITRE II

|                                                                                                                                                               |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| QUI EST RESPONSABLE. . . . .                                                                                                                                  | 29 |
| <i>Section I.</i> — Responsabilité à l'égard des enfants légitimes. .                                                                                         | 29 |
| <i>Section II.</i> — Responsabilité à l'égard des enfants naturels. .                                                                                         | 40 |
| <i>Section III.</i> — La disposition de l'article 1384 qui déclare les<br>père et mère responsables peut-elle être étendue à d'autres<br>personnes? . . . . . | 43 |

## CHAPITRE III

|                                                   |    |
|---------------------------------------------------|----|
| CONDITIONS DE LA RESPONSABILITÉ. . . . .          | 57 |
| <i>Section I.</i> — Minorité de l'enfant. . . . . | 58 |
| <i>Section II.</i> — Habitation . . . . .         | 70 |

CHAPITRE IV

|                               |    |
|-------------------------------|----|
| DE L'EXCUSE DU PÈRE . . . . . | 81 |
|-------------------------------|----|

CHAPITRE V

|                                                                                      |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| ÉTENDUE DE LA RESPONSABILITÉ ET RECOURS DU PÈRE. . . . .                             | 101 |
| Section I. — Étendue de la Responsabilité . . . . .                                  | 101 |
| § 1. — Quels sont les faits dont les père et mère doivent<br>répondre? . . . . .     | 101 |
| § 2. — De quelles condamnations les père et mère sont-ils<br>responsables? . . . . . | 103 |
| Section II. — Recours du père. . . . .                                               | 107 |



